FT-01

Gagner la bataille
Conduire à la paix

les forces terrestres dans les conflits aujourd'hui et demain



FT-01

GAGNER LA BATAILLE
CONDUIRE À LA PAIX

Les forces terrestres
dans les conflits
aujourd'hui et demain

CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES,
PARIS, JANVIER 2007

LES FORCES TERRESTRES DANS LES CONFLITS AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Affrontement armé des volontés, la guerre engendre toujours la destruction et la souffrance, mais son visage et sa place dans le monde ont changé.

C’est d’abord l’efficacité politique de l’affrontement militaire qui a évolué, la destruction de l’autre s’avérant souvent une réponse inadaptée aux situations conflictuelles. **La bataille** qui, jusqu’à une époque récente, pouvait conduire directement au succès politique n’est plus ni suffisante, ni le signe de la victoire ou de l’échec final pour les protagonistes. Sa place s’est réduite à celle d’une première étape, violente et brève, dans le cours général de conflits dont la durée s’étend et pour lesquels l’établissement des conditions du retour à la paix devient décisif. **Il faut ensuite conduire à la paix.**
Mais la guerre a aussi changé par l’irruption de nouveaux belligérants qui, éloignés des logiques militaires traditionnelles, agissent et vivent parmi des populations devenues à la fois acteurs et enjeux essentiels. Désormais au centre des conflits, celles-ci sont un objet de préoccupation majeure des forces militaires.

Confrontée à cette mutation, l’action militaire évolue. La capacité de destruction n’est plus l’argument majeur d’un outil qui ne conduit plus directement à la réalisation de l’objectif stratégique mais ne fait plus qu’y participer. Il le fait avec un ensemble d’acteurs qui ont tous leur part dans la réussite ou l’échec et avec lesquels les armées doivent agir et se coordonner.

L’articulation et l’objectif des opérations en sont modifiés. L’intervention initiale où la force agit généralement dans toute sa puissance prépare maintenant une phase de stabilisation qui, cœur de l’engagement et étape décisive, se joue essentiellement dans le milieu terrestre.

L’objectif de ce document, fruit d’un travail collectif de réflexion au sein de l’armée de terre, est de présenter ces évolutions essentielles qui touchent profondément des forces terrestres engagées sur de nombreux théâtres d’opérations. Au cœur des engagements, elles construisent leur pleine efficacité dans le règlement de crises qui se sont éloignées des luttes entre Etats pour investir le champ des affrontements au sein des sociétés.

Dans ce nouvel environnement, l’armée de Terre affirme et met en œuvre une double exigence : celle de la puissance et de la maîtrise de la force.

sommaire

Première partie 7

Un nouveau visage pour la guerre

1 – Monde nouveau – nouveaux conflits 9

2 – Un nouvel emploi de la force...20

3 – Un nouveau rôle pour le soldat...27

Deuxième partie. 35

Conduire l'engagement pour gagner la paix

1 – Agir 37

2 – Maîtriser..44

3 – S'adapter 66

4 – Accompagner...74

Un nouveau visage pour la guerre

L'engagement militaire ne permet plus à lui seul de gagner les guerres ; il conduit simplement à l'établissement des **conditions minimales du succès stratégique** qui se dessinent dans **la phase de stabilisation, nouvelle phase décisive des conflits**.

Fortes d'une suprématie technologique incontestée, les armées occidentales sont confrontées à des adversaires qui tirent leur force de la disparité de leurs modes d'actions.

Les forces armées font **la guerre au sein des populations** qui en sont devenues des acteurs et des enjeux essentiels. Plus que jamais, les forces terrestres sont au cœur d'engagements opérationnels qui **se concentrent dans les villes** et nécessitent des unités nombreuses, capables de durer.

Citoyen ordinaire d'une société de plus en plus exigeante pour sa sécurité, sensible au droit et avide d'informations, **le soldat** doit développer une grande faculté d'adaptation. En particulier, il doit posséder une **aptitude indispensable au dialogue** tout en conservant la capacité d'affronter les **situations extrêmes**.

1 – MONDE NOUVEAU – NOUVEAUX CONFLITS

11 - Établir les conditions du succès stratégique

Longtemps mode habituel de résolution de conflits marqués par des intérêts de puissance et des volontés de conquête, l'usage de la guerre est progressivement entré dans un cadre juridique international qui ne reconnaît plus l'usage de la force comme mode de règlement des différends entre États[1]. Dans ce cadre nouveau, nos armées interviennent maintenant essentiellement au sein de systèmes marqués par le désordre, la violation du droit ou la menace sur la paix afin de permettre la restauration d'un ordre qui passe souvent par celle d'un système social et politique stable.

Aussi, alors que dans le passé, les objectifs stratégiques d'un conflit dépendaient le plus souvent directement du sort des armes, les résultats militaires obtenus sur les théâtres d'opérations actuels ne conduisent plus qu'à **l'établissement des conditions minimales pour le succès stratégique**.

Cependant, dans le monde comme au sein des sociétés, la guerre est, non seulement appréhendée de manière toujours différente en fonction de la place qu'occupent les nations ou les individus, mais aussi représentée, voire idéalisée, selon des schémas de pensée divers. Conceptualisée de façon rationnelle comme une activité sociale et politique soumise à des lois en Occident, la guerre est souvent pensée et vécue différemment ailleurs. Ceci peut avoir des conséquences fondamentales dans la définition des objectifs politiques d'un conflit, y compris au sein d'un même camp, car penser différemment la guerre c'est aussi penser différemment la victoire.

[1] « Les membres de l'organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de tout autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies » (Charte des Nations Unies – Article 2, § 4)

12 – La stabilisation, phase décisive des conflits d'aujourd'hui

Succédant à la période de préparation et à la décision, trois grandes phases d'un même *continuum* caractérisent l'engagement des forces dans un conflit armé : l'**intervention,** la **stabilisation** et la **normalisation.** Elles comportent toutes, dans des proportions différentes et variables, des moments de coercition, de maîtrise de la violence, de haute et de basse intensité.

121 - L'intervention, une phase indispensable

Par l'introduction d'une force armée dans une aire géographique donnée, cette phase vise généralement à imposer un ordre temporaire en employant la force pour vaincre la violence et le chaos.

Phase de la prépondérance du militaire sur le diplomate, l'intervention est, généralement, le temps de la confrontation armée, parfois de haute intensité, contre un adversaire le plus souvent identifié. Les objectifs y sont habituellement définis avec clarté : une victoire militaire, l'arrêt de combats entre belligérants ou le déploiement réussi des forces sur le théâtre.

Le déroulement de cette phase influe profondément sur la suite des opérations, car les choix retenus (modes d'action, moyens employés) ont des conséquences durables dans les phases ultérieures. En outre, si la réussite de cette phase ouvre la porte au succès stratégique, un échec entraîne logiquement celui de l'opération et devient synonyme de défaite politique. Aussi, une force armée qui s'y engage doit pouvoir s'imposer face à tout adversaire susceptible de s'opposer à son action. Elle doit disposer des moyens qui lui permettent d'atteindre des objectifs militaires définis en fonction des buts stratégiques de l'opération, même si c'est bien en fonction de ces derniers que la phase d'intervention doit être préparée et conduite.

« Un pays n'est pas conquis et pacifié quand une opération militaire y a décimé les habitants et courbé toutes les têtes sous la terreur ; le premier effroi calmé, il germera dans la masse des ferments de révolte que les rancunes accumulées par l'action brutale de la force feront croître encore. »

« Le meilleur moyen pour arriver à la pacification est d'employer l'action combinée de la force et de la politique. Il faut nous rappeler que nous ne devons détruire qu'à la dernière extrémité, et, dans ce cas encore, ne détruire que pour mieux bâtir… Chaque fois que les incidents de guerre obligent l'un de nos officiers à agir contre un village ou un centre habité, il ne doit pas perdre de vue que son premier soin, la soumission des habitants obtenue, sera de reconstruire le village, d'y créer un marché, d'y établir une école. C'est de l'action de la politique et de la force que doit résulter la pacification du pays et l'organisation à lui donner plus tard. L'action politique est de beaucoup la plus importante. Elle tire sa plus grande force de l'organisation du pays et de ses habitants. »

Général Gallieni
Instructions fondamentales du 22 mai 1898.

122 - La stabilisation, nouvelle phase décisive

Dans cette phase du conflit, il s'agit de consolider l'ordre transitoire imposé précédemment en diminuant puis en contenant la violence afin de permettre à tous de s'engager sur le chemin de la paix. C'est, pour l'ensemble des acteurs, le temps de la complexité et de la gestion des contraires où il faut tout à la fois répondre aux urgences du court terme et aux nécessités du long terme dans un pays bouleversé jusqu'au plus profond de lui-même.

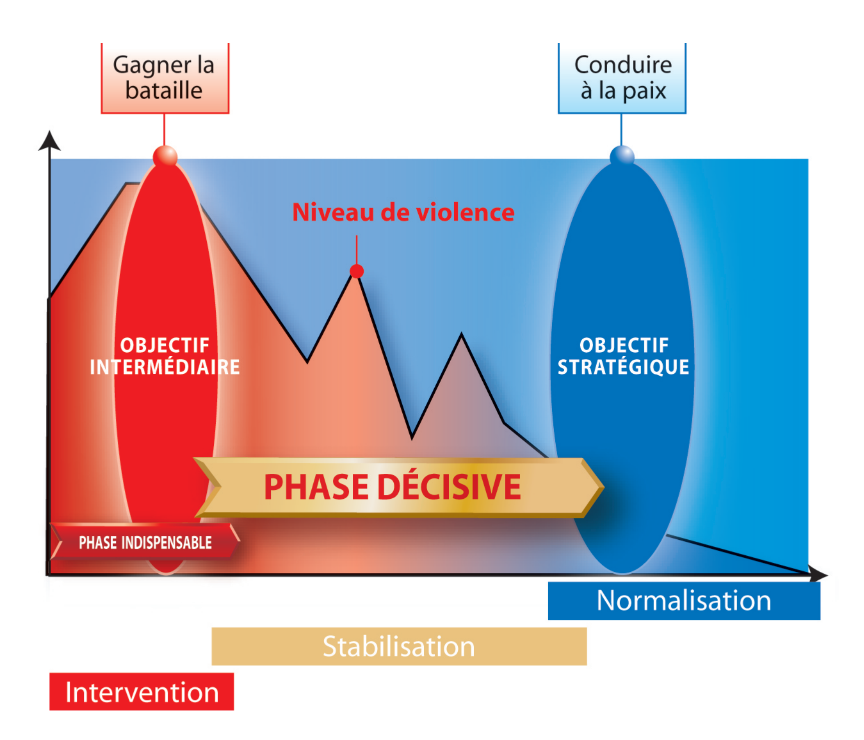
La présence des forces armées est essentielle pour accompagner et soutenir ceux qui oeuvrent à l'installation d'une paix durable. Cependant, à l'inverse de la phase précédente, les objectifs y sont rarement définis avec précision, même s'il s'agit, d'une manière générale, de restaurer la stabilité par une maîtrise générale de la zone et de permettre le retour à la confiance entre les protagonistes.

Cette phase doit poser les bases d'une reconstruction de l'Etat pour laquelle la force militaire oeuvre en coordination étroite avec son environnement afin de mettre en cohérence l'ensemble des lignes d'opérations. Agissant sur celles-ci au côté d' acteurs non militaires dont l'importance va croissante, les forces armées y peuvent tenir le rôle principal (opérations militaires, sécurité générale), n'être qu'en soutien (ordre public, restauration de l'Etat, actions humanitaires, environnement) ou n'agir qu'indirectement (justice, soutien économique, diplomatie).

Mais il s'agit aussi de reconstruire la nation. Sur tous les théâtres et au-delà des structures politiques et économiques, ce sont bien le rejet de liens séculaires et le bouleversement des fondements sociaux que dévoilent les déchirements ethniques, religieux ou culturels. Avec d'autres, les forces armées doivent aider à panser les plaies et à rebâtir une vision commune, condition nécessaire au retour vers la paix.

La phase de stabilisation est la phase décisive d'une opération militaire ; l'action décisive y est conduite au sol, au cœur des sociétés humaines. Les forces armées y établissent

les conditions du succès stratégique. La phase de stabilisation dépend pour une large mesure d'une préparation qui, associant les multiples acteurs, débute dès la conception de l'opération et permet de réussir la transition d'une phase à l'autre, car celle-ci oriente profondément la suite du conflit. Son succès ou son échec se jouent le plus souvent d'entrée.



123 - La normalisation, phase du retour à la paix

Grâce à la stabilité relative obtenue et aux bases nécessaires à la reconstruction de l'Etat et de la nation, la normalisation est la phase de mise en place et d'affermissement d'un système politique, juridique et social durable et accepté par les protagonistes du conflit. Le succès de cette phase suppose de bien comprendre que la « normalité » à rétablir est, le plus souvent et dans la plupart de ses dimensions, fort différente de la normalité telle qu'elle est comprise au sein des

nations intervenantes. Comme pour la phase précédente de stabilisation, ce succès suppose qu'il ait été profondément réfléchi avant même l'intervention. On ne sort bien d'une crise que si on y est bien entré.
Le retrait progressif de la force armée au profit des autorités légitimes, des forces locales de sécurité et des acteurs non militaires marque la réussite définitive de l'opération militaire.

Alors que dans le passé, la réalisation des objectifs stratégiques d'un conflit dépendait étroitement du sort des armes, les résultats militaires obtenus sur les théâtres d'opérations actuels conduisent seulement à **l'établissement des conditions du succès stratégique.**

Préalable à la poursuite de l'opération**, la phase d'intervention** doit aboutir à un **succès tactique indispensable,** être conduite en fonction des buts stratégiques et permettre une transition harmonieuse vers la phase suivante.

La phase de stabilisation est la phase décisive. Les forces militaires y agissent en coordination étroite avec leur environnement et restaurent la stabilité par une maîtrise générale de la zone. Cette phase permet d'établir les conditions pour la réalisation de l'objectif stratégique et précède une **phase de normalisation** qui est celle du **retour à la paix.**

13 - DE LA GUERRE SYMÉTRIQUE AUX CONFLITS ASYMÉTRIQUES

Forme immémoriale de la guerre, le combat du faible contre le fort prend dorénavant une importance accrue car, durablement installées dans une posture de supériorité opérationnelle, les armées occidentales sont de plus en plus confrontées à des formes nouvelles de conflits, que Clausewitz qualifiait déjà de « petites guerres » et doivent pouvoir s'engager dans des formes différentes de conflits.

131 - Conflits symétriques et conflits dissymétriques

Forme traditionnelle des conflits armés, ces conflits peuvent être qualifiés de conventionnels. Ils mettent en œuvre des armées institutionnelles qui poursuivent des buts de même nature et utilisent des moyens et des modes d'action similaires. Leur différence essentielle réside dans la différence de puissance entre les belligérants et les conséquences qu'elle peut entraîner.

Les conflits symétriques opposent des adversaires comparables et ne sont pas exempts du risque de défaite. Aussi, mis à part le développement d'une stratégie de dissuasion qui interdit la confrontation armée, l'intérêt de chaque protagoniste potentiel est de rechercher la supériorité à son profit, c'est à dire de créer une dissymétrie qui puisse lui assurer la victoire et lui permettre, ainsi, d'entrer en conflit avec toutes les chances de succès.
Les conflits dissymétriques mettent aux prises des adversaires de même nature mais de capacités inégales sur le plan militaire. Ils offrent de grandes chances de succès au belligérant le plus puissant. Cependant, la plupart des conflits ne se terminant plus de manière officielle par une capitulation ou un armistice, les guerres se poursuivent sur un mode différent. Aussi, sauf à prendre fin rapidement par une victoire acceptée par tous, un tel conflit conduit souvent le plus faible à s'orienter vers une forme asymétrique qui constitue sa seule chance de l'emporter dans son combat contre le fort.

132 - Les conflits asymétriques

Dans un conflit asymétrique, l'un des belligérants se place délibérément dans un domaine différent de celui où son adversaire possède une supériorité manifeste et met l'accent sur la disparité totale de nature des moyens et des modes d'action. Dans un tel conflit, dont la forme se nourrit largement de la suprématie technologique ou matérielle d'un des protagonistes, l'objectif du belligérant qui s'y adonne est la transformation de la domination opérationnelle de son adversaire en impuissance ou en vulnérabilités. Ainsi, il met en valeur ses propres facteurs de supériorité d'autant plus forts qu'ils sont matériellement,

psychologiquement et moralement éloignés de ceux de son adversaire. La supériorité militaire des armées occidentales devrait susciter des ripostes de plus en plus asymétriques.
Il paraît cependant nécessaire de distinguer deux types d'asymétrie qui impliquent les forces armées de manière différente :

- le conflit dans lequel un système subversif mène une lutte asymétrique globale contre les intérêts d'un Etat ou d'une alliance et dans laquelle les forces armées ne sont qu'une partie des instruments de réponse à cette menace ;
- le conflit dans lequel une force armée est confrontée à une forme asymétrique du combat directement liée à son engagement et représente la réponse violente de ses adversaires sur le terrain ; cible principale de ces actions localisées sur le théâtre d'opérations, les forces armées sont les acteurs essentiels de cette lutte.

133 - Des conflits symétriques aux conflits asymétriques

Bien qu'ils aient pris une importance croissante au cours de ces dernières décennies, les conflits asymétriques ne sont pas nouveaux. D'une part, ils ont toujours fait partie de la panoplie guerrière de l'humanité et toutes les époques, toutes les armées, y ont été confrontées. D'autre part, est nommé bien souvent asymétrie ce qui paraît à la fois nouveau, hors du champ traditionnel du combat militaire et temporairement sans réponse adaptée.
Héritière d'une histoire nationale essentiellement marquée par la guerre sur le continent européen, l'armée française a surtout été organisée et équipée en référence aux conflits de nature symétrique. Cependant, son passé militaire, lointain ou récent, l'a aussi amenée à faire face à des conflits de types dissymétrique ou asymétrique sans que ceux-ci aient significativement influencé son organisation.
Si un conflit symétrique engageant notre pays ne peut être totalement exclu pour le futur, il demeure improbable pour les décennies prochaines. Les modèles dissymétriques et, plus encore, asymétriques sont désormais les conflits de référence pour notre armée. Or, les guerres asymétriques trouvant leur

« Il semble bien que toute rébellion doive disposer d'une base inexpugnable, à l'abri non seulement de toute attaque, mais préservée de la crainte même d'une attaque (…) Cette rébellion doit avoir pour adversaire une armée d'occupation complexe, disciplinée mais trop restreinte pour satisfaire à la doctrine de la dispersion en surface, trop peu nombreuse pour adapter ses effectifs à l'espace et être à même d'effectuer un contrôle du territoire à partir de ses postes fortifiés. La rébellion doit pouvoir compter sur une population amie, non point activement engagée, mais suffisamment complice pour ne pas révéler à l'ennemi les mouvements des rebelles. On peut mener une rébellion à son terme avec 2 % de la population organisés en force de frappe et 98 % de sympathisants passifs. Les actifs doivent faire preuve de qualités certaines de vitesse, d'endurance, de mobilité et être indépendants des artères de ravitaillement. (…) Il faut attaquer là où l'ennemi ne se trouve pas. Ces principes : mobilité, sécurité (refus d'offrir des cibles à l'ennemi), temps, doctrine (il faut se faire un ami de chaque homme) étant acquis, la victoire reviendra aux insurgés car les facteurs algébriques finissent par emporter la décision. La perfection des moyens comme celle de l'intelligence s'usera en vain contre eux ».

T.E. Lawrence,
« Guérilla dans le désert »

pleine expression dans l'insurrection, la guérilla, le terrorisme ou la manipulation des populations, certaines capacités indispensables dans la conduite des guerres symétriques ou dissymétriques s'avèrent partiellement inadaptées à l'asymétrie des conflits.

Encore essentiellement organisées dans le cadre de conflits entre forces de même nature, les armées occidentales sont aujourd'hui confrontées à la **montée d'une asymétrie** qui se nourrit largement de leur suprématie technologique ou matérielle. Ne pouvant espérer **vaincre qu'autrement**, leurs adversaires mettent l'accent sur la disparité de nature des moyens et des modes d'action qui leur permettent de mettre en valeur leurs propres facteurs de supériorité.

14 - De nouveaux adversaires

Les confrontations entre Etats au moyen de forces armées régulières cèdent le pas à des conflits dans lesquels de nouveaux adversaires apparaissent à côté des Etats adoptant une démarche asymétrique.
Comme par le passé, certains Etats usent de l'asymétrie, soit comme approche militaire indirecte afin d'éviter les points forts de l'ennemi et d'exploiter ses vulnérabilités (cas général des guérillas), soit comme stratégie indirecte en cherchant à vaincre la volonté adverse par des moyens non militaires ou non conventionnels (terrorisme, développement d'armes de destruction massive, manipulation de l'information).
Cependant, d'autres acteurs s'affirment et se développent. Non-étatiques et divers, ils utilisent des modes d'action fondamentalement asymétriques dont la forme dépend des buts qu'ils se fixent :

- organisations à but criminel tournées vers la recherche du profit, les systèmes prédateurs entrent rarement dans le champ de compétence des forces armées et concernent surtout les appareils judiciaires et policiers,

- poursuivant des buts politiques localisés au moyen de la lutte armée, les systèmes revendicatifs recherchent la participation au pouvoir local ou sa conquête et usent de la lutte armée pour soustraire territoires et populations à l'autorité de l'Etat qu'ils combattent,
- de nature révolutionnaire, les systèmes subversifs emploient une violence sans frein dans un but politique global, généralement fondé sur l'avènement sans compromis possible d'une société nouvelle.

2 – UN NOUVEL EMPLOI DE LA FORCE

En changeant de finalité, l'emploi de la force s'adapte à la mutation des relations internationales. Puisqu'elle ne conquiert plus mais oeuvre au service du droit et de la paix, la force agit au cœur même de la vie : la société humaine. Toujours nécessaire chaque fois qu'une armée doit livrer bataille, la défaite de l'ennemi ne suffit plus au succès de l'engagement et ne constitue plus l'objectif principal de l'emploi de la force.
L'objectif n'est donc plus tant de détruire l'adversaire que d'agir sur sa volonté et de la contraindre afin qu'il n'utilise pas ou plus la force dont il dispose. Au « tribunal de la force » s'est substitué « l'affrontement des volontés ». Plus encore que par le passé, l'emploi de la force ne peut être une fin en soi, mais doit en permanence demeurer étroitement subordonné aux objectifs stratégiques.

21 - L'ENCHEVÊTREMENT DES ACTIONS

Engagées sur un théâtre d'opérations, les forces armées sont confrontées à un enchevêtrement des actions. En dépit d'un recouvrement partiel, la succession des phases (intervention – stabilisation – normalisation) permet de discerner pour chacune d'elles de grandes dominantes : emploi de la force, sécurité, soutien aux populations, aux services publics, au rétablissement du droit, etc. qui, toutes, nécessitent des unités aux qualités multiples, des volumes de forces, des structures et une formation différentes, des équipements variés. Cependant, à tout moment d'une phase, les forces se trouvent, aussi, confrontées à des actions diverses et des tâches multiples, ce qui nécessite pour elles une aptitude à la flexibilité et à la réversibilité. Telle unité doit, ici, user de toutes les options disponibles de la force ou affronter une violence aveugle, alors que là, parfois dans une même zone, telle autre doit apporter son concours à une population meurtrie ou encore former et entraîner des forces autochtones prêtes à prendre la relève.

En outre, plus encore qu'hier, l'adversaire qu'il faut parfois combattre, est le partenaire de demain qu'il faudra associer au règlement du conflit : c'est dans le village que l'on sécurise par la force qu'il faudra demain rétablir des conditions de vie normales, recréer le marché et envoyer les enfants aux écoles. La foule versatile qui accueille ou s'oppose est prête sur un signe, une image, une consigne à changer de camp. La diplomatie de terrain et l'action militaire se conjuguent et sont deux des visages du soldat en campagne.

Sur un même théâtre, **l'enchevêtrement des actions** (soutien à la population, combats, aide aux services publics…) est le quotidien **des militaires qui voient leur métier prendre des dimensions nouvelles**.

22 - Dominer la ville et maîtriser les espaces

En campagne, les armées ont souvent dû choisir entre battre les forces ennemies ou conquérir le centre du pouvoir : la ville. Dans la plupart des cas, elles ont préféré le premier terme de l'alternative, ne s'aventurant dans le second que si la mission l'exigeait. Pouvant s'y déployer et agir avec moins de contraintes, elles ont privilégié les espaces ouverts au cloisonnement des villes ; elles se sont équipées, structurées et entraînées pour cela. Les forces armées agissant, dorénavant, principalement dans un milieu humain de plus en plus concentré dans les zones urbaines, la cité supplante la campagne comme zone d'action principale. Enjeu et théâtre des conflits, elle en est devenue le champ et les noms des batailles récentes sont essentiellement des noms de villes : Sarajevo, Grozny, Beyrouth, Bagdad, Mitrovica, Bassorah, Abidjan, Kaboul, Bint Jbeil…

Mais la ville s'avère coûteuse à prendre, à tenir, à maîtriser. Elle enferme celui qui s'y bat au sein d'un espace clos et le contraint à agir autrement que dans les zones ouvertes. Concentrant la violence, elle focalise l'attention. Champ de bataille privilégié de la guerre asymétrique, la ville est ainsi un des derniers maquis

où des guérilleros déterminés peuvent espérer vaincre ou résister à une armée moderne. Ils y trouvent un terrain propice et des soutiens nombreux. Attentats, embuscades, tirs isolés, infiltration, désinformation ou mouvement de foule sont les armes qu'ils emploient et contre lesquelles il s'agit de lutter et de se préserver.

Par ailleurs, les régions aux accès difficiles restent des zones d'actions parfois essentielles et, comme la zone urbaine, un milieu privilégié du combat asymétrique. Les montagnes, les forêts, les étendues désertiques ou marécageuses demeurent les bastions d'ennemis déterminés qui s'y entraînent, y reconstituent leurs forces et contrôlent les multiples trafics qui se développent dans des zones grises, parfois à cheval sur plusieurs frontières. Les forces armées doivent savoir y combattre et contraindre un adversaire fugace et adapté au terrain afin de lui dénier sa liberté d'action et de lui interdire l'initiative.

Dans le même temps, cependant, les armées s'engagent sur des zones de plus en plus étendues et battent une campagne qui peut apparaître sans limite. Souvent concentrées sur des objectifs militaires dans la phase d'intervention, elles doivent ensuite étendre leur action dans des proportions considérables. Présentes dans les villes, marquant des efforts sur certaines zones, il leur faut assurer une maîtrise minimale des vastes étendues qui les relient. Au contact des populations disséminées, se mouvant au sol ou dans les airs, basculant efforts et unités, les armées doivent posséder les moyens d'une liberté d'action essentielle.

Contraintes de maîtriser des espaces aux dimensions croissantes et d'agir dans des zones aux accès difficiles, les forces militaires concentrent, cependant, **leur action dans les villes**. Celles-ci sont le champ de bataille privilégié de la guerre asymétrique et un des derniers maquis où des guérilleros déterminés peuvent espérer vaincre ou résister à une armée moderne.

23 - Les populations au cœur des préoccupations militaires

Adversaire ou alliée, parfois successivement l'un ou l'autre, la population touchée par un conflit est désormais un acteur à part entière tout autant qu'un enjeu des affrontements. Elle est un objectif sur lequel il s'agit d'influer et dont les réactions contribueront au résultat final.

Il n'est pas un conflit où la population civile ne se retrouve au cœur des préoccupations militaires des parties en présence. Aussi, passant d'un monde où celle-ci constituait « l'arrière » - par opposition au front, zone militaire par essence – les forces armées agissent maintenant en son sein et en référence à elle. Les forces militaires sont entrées dans l'aire de **la guerre au sein des populations.**

Et puisque l'enjeu est la société humaine, sa gouvernance, son contrat social, ses institutions, et non plus telle ou telle province, tel fleuve ou telle frontière, il n'est plus de ligne ou de terrain à conquérir ou à protéger. Le front est multiforme et généralisé à l'ensemble du théâtre des opérations. Pour être efficace, l'emploi des forces ne peut être dissocié de ce qu'en attendent des populations plongées dans le désordre, le chaos ou l'arbitraire. Or, si les victimes d'un conflit espèrent toujours d'abord la protection, la sécurité et l'ordre, elles attendent aussi une forme de respect et de liberté.

Ces exigences essentielles, impossibles à éluder sous peine d'échec, imposent de fortes contraintes dans l'emploi des forces et influent sur les objectifs. Elles présentent aussi une grande dimension éthique dans des conflits où une part du résultat se joue dans la confrontation psychologique.

En devenant un acteur essentiel et un enjeu du conflit, la population se place au cœur des préoccupations des forces militaires. Celles-ci sont entrées dans le temps de **la guerre au sein des populations** qui aspirent à l'ordre, la sécurité et le respect.

24 - Un emploi de la force centré sur le milieu terrestre

Comme l'emploi de la force s'applique, essentiellement, dans le champ des sociétés humaines, c'est dans le milieu terrestre qu'il trouve, analogue en cela au passé, son domaine d'application principal, car c'est là que se nouent et se dénouent les crises. En effet, si les forces militaires utilisent et exploitent l'ensemble des milieux matériels et immatériels dans lesquels elles agissent ou sur lesquels elles ont prise, c'est bien au sol, physiquement, au contact des autres protagonistes, par une présence durable, que l'action engagée porte ses fruits. C'est au sol que se conduit l'action décisive pour la réalisation de l'effet stratégique.

Au sol, l'emploi des forces au contact des populations passe par la maîtrise de l'environnement qui forme le lien entre le succès militaire (le KO tactique) de la phase d'intervention et la phase de normalisation, exploitation du succès stratégique. La forme que prend cette maîtrise du milieu doit s'adapter à l'évolution de la situation et aux objectifs intermédiaires définis.
La maîtrise de l'environnement au sol et dans le temps forme ainsi le cœur et l'essence de la phase de stabilisation. Il permet le passage de l'objectif militaire au but politique. Et ce passage est long, nécessairement long. Le « temps réel » des actions en boucle courte privilégié lors de la phase d'intervention cède la place au « temps utile » des actions en profondeur. Il implique des forces capables de durer, de se relever et de s'adapter aux circonstances changeantes. La phase de stabilisation s'avère donc consommatrice d'effectifs qualifiés.
Terrestres pour l'essentiel, les théâtres d'opérations sont souvent lointains. Dans un cadre toujours interarmées, il faut mettre en place des forces, les projeter à distance, les y maintenir et les y soutenir. La capacité de soutien logistique est un des éléments essentiels du succès d'une force. D'une complexité et d'un poids croissants, cette capacité doit permettre la phase d'intervention, c'est-à-dire la projection d'urgence, du moins pour une fraction des forces, la puissance des moyens et l'aptitude à soutenir la bataille. Elle est aussi le gage des déploiements durables, parfois sur des années, qui suivent le succès tactique.

En juillet 1993, le BATINF 4 est constitué pour participer au sein de la force de protection des Nations Unies (FORPRONU) à la défense des enclaves bosniaques encerclées par les forces bosno-serbes. Projeté avec un très court préavis, le bataillon est déployé dans un secteur particulièrement sensible : Skanderja. Situé dans l'axe de tir du quartier de Gorbavica, où sévissent de nombreux snipers bosno-serbes, ce complexe sportif se trouve au cœur d'une zone dominée par la plus indépendante des milices bosniaques qui défendent la ville. A son arrivée, le détachement précurseur perd un homme, grièvement blessé dans une embuscade. Dès cet instant, un soldat du bataillon tombe sous les coups des uns et des autres tous les trois ou quatre jours.

Le commandant du bataillon décide de retrouver sa liberté d'action en agissant suivant deux axes : agresser les agresseurs et s'attacher la population. Dans le respect des règles d'engagement, toute attaque fait l'objet d'une riposte immédiate et proportionnée. L'efficacité de ces actions repose sur un dispositif permanent antisnipers et la confiance accordée à chacun dans l'emploi de la force pour son autodéfense.

Simultanément, un secteur de responsabilité est confié à chaque unité élémentaire avec pour mission d'y « faire aimer la France ». Les sections et pelotons multiplient les contacts et les projets d'aide à la population.

Au bout de quelques mois, cette double politique de main de fer et gant de velours, finit par porter ses fruits. Les agressions se réduisent considérablement. Les pertes deviennent nulles et la bataillon a gagné sa liberté d'action en même temps que le confiance du milieu environnant.

Le milieu terrestre, où se nouent et se dénouent les crises, demeure le lieu principal d'application de la force armée dont l'emploi se manifeste par la maîtrise de l'environnement. Celle-ci forme l'essence de la phase de stabilisation et implique des forces nombreuses capables de durer et de se relever.

3 – UN NOUVEAU RÔLE POUR LE SOLDAT

31 - Soldat dans une société qui évolue

311 - L'exigence d'une sécurité croissante

La société française manifeste une exigence croissante pour une sécurité individuelle et collective qu'elle attend de la puissance publique. Ce besoin de sécurité, parfois du seul ordre du sentiment, s'applique aux armées et influence leur action dans deux domaines essentiels : la sécurité qu'elles fournissent au pays et celle que ses membres sont en droit d'attendre.
L'aire des conflits asymétriques élargit les menaces possibles qui ne demeurent plus circonscrites à la seule action militaire et accentuent les vulnérabilités de la société. Dans le même temps, celle-ci accepte de plus en plus difficilement des risques potentiels – naturels, technologiques ou sanitaires – dont elle estime devoir être préservée par ceux qui la gouvernent. Aussi, concitoyens et dirigeants attendent des forces armées qu'elles s'engagent au service de la sécurité sur le territoire national lorsque les circonstances l'exigent : sécurité civile ou générale avec le concours ou la participation de moyens militaires.
Les soldats sont, aussi, les bénéficiaires de cette revendication accrue des Français pour la sécurité. En garnison comme en opérations, leur protection prend une place croissante. Cette tendance légitime entraîne des contraintes financières parfois lourdes et pèse de manière évidente sur les décisions et les risques à consentir dans les domaines organique comme opérationnel.

312 - L'omniprésence du droit

Cette exigence de sécurité est en relation directe avec une prépondérance du droit qui innerve toutes les activités de la société. Le soldat est un citoyen ordinaire devant la loi en dépit des caractéristiques de la tâche et des situations extra ordinaires qu'il rencontre. Par ailleurs, en développant les notions de droit

de la guerre « jus ad bellum » et de droit dans la guerre « jus in bello », la morale occidentale bannit l'usage immodéré de la violence et impose des contraintes très sévères à l'action de guerre, contrairement à celle d'ennemis qui agissent selon des critères souvent très éloignés. Il en découle, non seulement une surveillance accrue de la part d'une opinion publique attentive aux conditions des interventions militaires et prompte à en dénoncer les excès, mais aussi une pénalisation internationale qui n'épargne aucun acteur, y compris ceux qui agissent au service d'une cause jugée légitime.
Aussi, soumis, comme les autres, au droit national, le militaire est, plus que d'autres, confronté à un droit international en pleine évolution. Il est comptable de ses actes, et dans une certaine mesure de ceux de ses subordonnés, devant les juridictions pénales nationales et internationales.
La part du juridisme dans le déroulement des opérations se développera sans doute et génèrera, dans ce domaine comme dans d'autres, des principes de « précaution » et de « traçabilité ».

313 - Une information de l'instant

Les technologies nouvelles contribuent à accélérer et à étendre la diffusion de la connaissance. Elles rendent impossible toute tentative de maîtrise d'une information qui privilégie l'instant immédiat et le fait sensationnel. Ce poids médiatique influe sur la compréhension des crises et leur traitement. Il accroît une émotivité des foules qui, toujours, privilégie l'instant à la durée, l'intervention d'urgence mais visible à celle qui s'attache au fond et nécessite du temps. En outre, déjà sensible sur les théâtres d'opérations, cette maîtrise impossible fait du soldat à la fois l'acteur et le spectateur d'un scénario diffusé en direct au sein de millions de foyers dans le monde. Combattant le matin, le militaire voit, dans la même journée, ses actes exposés à la lumière crue et partielle d'une information sans recul et qui juge sans appel.

32 - Une aptitude au dialogue avec des interlocuteurs multiples

Agissant pour établir les conditions minimales du succès politique, les armées ne sont, par conséquent, plus les seuls protagonistes du conflit dans la zone des opérations. A tous les niveaux, les militaires doivent intégrer l'action d'interlocuteurs divers dont les objectifs, les moyens ou les intérêts, bien que normalement orientés vers un but commun, peuvent sensiblement diverger les uns des autres. La gestion multinationale, interministérielle et inter-organisations croissante des situations de conflit et l'implication des nombreux acteurs agissant dans les phases de stabilisation et de normalisation impliquent le développement d'un dialogue civilo-militaire essentiel. Cette aptitude à dialoguer avec de multiples interlocuteurs et à prendre en compte de nombreuses contraintes non militaires doit être générale et descendre jusqu'aux plus petits échelons.

33 - Proximité et recul, ou l'équilibre nécessaire

Agir au sein de sociétés aux cultures diverses exige de connaître l'environnement humain dans lequel évoluent les forces. C'est une affaire d'efficacité opérationnelle au même titre que peut l'être la connaissance d'une armée ennemie : ses structures, ses modes d'action, la performance de ses équipements. Dans un conflit où l'asymétrie place bien souvent nos unités en simple réaction, il est essentiel pour elles de comprendre, prévoir et anticiper. C'est aussi un gage d'efficacité globale en développant la meilleure intégration possible de forces étrangères à la zone, luttant ainsi contre un rejet inévitable, parfois renforcé par la durée du conflit et les erreurs commises.

Cette connaissance de l'environnement de la force ne peut être que le fruit d'une connaissance culturelle et d'une proximité physique. Elle n'est pas innée et doit se préparer, s'entretenir, faire l'objet d'actions spécifiques. Vouloir établir les conditions

nécessaires à la paix, à l'ordre, à la sécurité, c'est d'abord en comprendre le sens là où on agit, c'est entrevoir ce qu'attendent les populations et leurs chefs, c'est exiger ce qui peut l'être, mais uniquement cela. Aspect de la culture française, la faculté à se rapprocher des populations déchirées contribue à faciliter notre action en abaissant le seuil d'hostilité à l'encontre de nos forces.

Cependant, si les soldats doivent cultiver une certaine proximité avec les autres, ils doivent conserver une certaine réserve propre à préserver la capacité opérationnelle et, surtout, les intérêts du pays. S'il est bon qu'un soldat demeure sensible à la misère humaine, il doit conserver une vigilance indispensable. La grande variété des tâches à caractère humanitaire qu'on lui confie, la retenue dans l'usage de la force, la nécessaire volonté d'intégration au milieu, l'ouverture culturelle, ne doivent pas le détourner d'une mission qui exige son impartialité et la capacité permanente à employer la force. Possédant le recul indispensable, chaque individu doit savoir rester à la fois proche et distant et agir sans état d'âme contre ce qui s'oppose à l'accomplissement de la mission.

34 - Rester avant tout un soldat

Sensible aux évolutions de son époque, le militaire au combat demeure, cependant, confronté à des difficultés intangibles qui se traduisent dans le phénomène de friction défini par Clausewitz. Celui-ci est à l'origine du décalage existant entre la planification et l'exécution. Il s'avère beaucoup plus sensible dans le milieu terrestre dont l'hétérogénéité est plus grande que dans les autres.

Le danger est inhérent à l'action de guerre et n'épargne personne. Pour les troupes au sol, il est omniprésent et peut surgir inopinément sous des formes très diverses. Le cloisonnement du milieu et la nécessité d'agir au contact des populations interdiront toujours de s'en éloigner autant qu'on le souhaiterait et de combattre à distance. Seules les forces

morales, la cohésion du groupe et la confiance dans ceux qui l'entourent, ses équipements ou la justesse de la cause, protègent le soldat de la pression psychologique et de ses effets générés par la conscience du danger.
L'effort physique et psychologique produit une fatigue et un stress qui n'épargne personne, diminue les performances, génère des erreurs, amenuise le jugement, l'analyse ou la capacité de décision. Pour les forces terrestres, la permanence du contact et l'impossible relève des équipages ou des groupes accroissent l'usure des militaires.
Le hasard et l'incertitude, enfin, dominent l'action guerrière où rien ne se déroule conformément à ce qui était prévu, même quand les performances supposées de la technique peuvent donner l'illusion de planifications abouties. La surprise n'est pas seulement le produit de variables multiples, du libre arbitre de certains ou des erreurs commises. Elle vient surtout de l'affrontement des intelligences et d'une liberté propre à tout adversaire dont « chacun fait la loi de l'autre », selon la formule de Clausewitz.

Comme pour ses prédécesseurs, la brutalité des situations, la montée paroxystique de la violence, le stress, l'attente qui se prolonge restent le lot quotidien du soldat. Quel que soit le type d'engagement, il est confronté à des conditions difficiles ; elles ne sont pas l'apanage des conflits d'aujourd'hui où l'apparente simplicité d'hier aurait cédé le pas à la complexité du moment. De l'Argonne à la bataille d'Alger, de l'Indochine à l'Afrique des Grands Lacs ou de Sarajevo aux combats de Beyrouth, partout, le soldat a rencontré la violence, les drames, la mort et le doute. Il n'existe pas d'époque où nos soldats n'ont eu à combattre sans devoir affronter l'épreuve ou le déchirement du choix.

Cette permanence d'une friction perpétuelle et d'une réalité brutale demeurera au cœur du métier de soldat qui, entraîné à affronter des situations extrêmes, doit pouvoir les aborder avec la conscience ferme que procure une éthique partagée et des forces morales demeurant, bien souvent, le garant du succès.

Le militaire français appartient à une société dont l'exigence de **sécurité croissante**, la **prépondérance du droit** et la soif d'une **information instantanée** imposent des contraintes fortes dans l'exercice de son activité.

Agissant au côté de multiples acteurs dans les phases de stabilisation et de normalisation, **le soldat** doit développer une **aptitude au dialogue** et la capacité à prendre en compte des contraintes nombreuses jusqu'aux plus petits échelons.

Il doit toujours conserver l'équilibre indispensable entre une **proximité** nécessaire et un **recul** qui demeure le garant de l'efficacité de son action. Il est invariablement confronté aux conditions difficiles et aux **situations extrêmes**. L'épreuve, le hasard, la fatigue et le doute demeurent une constante de son engagement.

Installé à l’abri de nos sacs à terre avec une équipe de tireurs d’élite au 14ème étage d’un immeuble en ruines au cœur de Sarajevo assiégée j’observe le nid de snipers serbes du quartier de Gorbavica. Il n’y a pas un bruit, le ciel est d’un bleu magnifique et la vue sur la ville à travers la grande fenêtre sans vitre est impressionnante. Je me sens très relâché. Je commets ainsi l’erreur de passer devant l’ouverture qui donne sur le vide. Un claquement assourdissant et je suis projeté en arrière. Un sniper nous attendait. Je tombe assis, un peu sonné, pendant que les hommes, surpris, s’affolent. J’entends « ripostez !…ripostez ! » puis des rafales de Famas. Pourquoi tirent-ils au Famas ? Sur quoi tirent-ils ? mystère. Dans le boucan infernal, j’entends encore un sous-officier qui hurle à la radio « le lieutenant est touché…le lieutenant est touché ». Je lève mon gilet pare-balles, la balle, une 7,62 mm probablement, a percé mon flanc droit sous la plaque de résine. Il y a juste un filet de sang, cela ne paraît pas grave. Je mets ma main derrière mon dos et là je trouve une bouillie de chair. J’ai été transpercé de part en part. Je m’affole. Les soldats me retirent casque et gilet mais personne, moi le premier, n’a l’idée de mettre un pansement sur la blessure. Je plaque donc ma main sur la plaie pour stopper l’hémorragie et soutenu par un homme, je descends les marches des quatorze étages. C’est interminable. Arrivé en bas de l’immeuble, le VAB sanitaire n’est toujours pas arrivé. Un civil arrête sa voiture et me propose de me conduire à l’hôpital de la ville. Je refuse et décide de partir en VBL. Je m’installe tant bien que mal à l’arrière du véhicule et on fonce vers l’hôpital militaire. Cela fait presque vingt minutes que j’ai été touché et je commence à avoir peur. Je pense à ma femme et mes filles. Je suis toujours conscient lorsque quelques minutes plus tard un chirurgien se penche vers moi avec un masque et me dit « maintenant, on dort… ».

Témoignage du lieutenant V… du BATINF 4 - Sarajevo 1994

Conduire l'engagement pour gagner la paix

La variété des engagements place le combat terrestre dans **un cadre interarmées et multinational** dans lequel il conserve cependant, le plus souvent, un rôle primordial. L'évolution de la forme des conflits renforce la **nécessité d'un combat interarmes** consubstantiel à l'action terrestre.

La nécessité d'agir au sein des populations, l'apport des nouvelles technologies, les modes d'action adverses et la contrainte des règles d'engagement façonnent l'action des forces terrestres au sein desquelles **l'individu conserve un rôle essentiel.** Les forces terrestres doivent posséder une **égale aptitude à agir dans l'urgence et à s'inscrire dans la durée** sur des théâtres d'opérations où il leur faut pouvoir adapter la nature et les capacités des systèmes de commandement et des contingents engagés sur le terrain.

Multiforme, **la violence** contraint les troupes au sol à **s'en protéger sans se replier** sur elles-mêmes et à **tenter de la maîtriser** grâce à une gamme étendue de moyens adaptés à leur emploi possible au contact des foules.

Pour **comprendre l'asymétrie** et mieux dominer l'adversaire, le renseignement est une fonction essentielle où la complémentarité entre une recherche humaine au rôle renforcé et la recherche technique est essentielle **puisqu'il s'agit désormais autant de comprendre que de savoir.** Arme de combat, la gestion de l'information appuie l'action des forces terrestres.

La stabilisation de l'environnement passe par la mise en œuvre et le soutien d'actions spécifiques dans lesquelles les forces terrestres agissent en harmonie avec des acteurs multiples afin de **contribuer au retour d'un système social et politique stable.**

1 – AGIR

11 - L'ACTION INTERARMES AU CŒUR DU COMBAT AÉROTERRESTRE

Le combat aéroterrestre est interarmes par nature. Les caractéristiques d'un milieu extrêmement varié et segmenté interdisent de concentrer sur une même unité ou plate-forme toutes les fonctions nécessaires à un combat donné. Le combat interarmes combine au sein de structures tactiques les effets de fonctions opérationnelles (les « armes ») habituellement réparties dans des unités distinctes. Clé de l'intégration interarmées, sa maîtrise permet au commandant d'une opération de disposer d'une force aéroterrestre agissant de manière cohérente au sol et près du sol tout en assurant la complémentarité nécessaire avec les autres armées.
Le combat interarmes répond parfaitement à l'importance croissante de l'action dans des zones urbanisées qui rend encore plus nécessaire la coordination des effets. Dans ce milieu cloisonné aux espaces restreints, le succès ne peut se concevoir sans une combinaison et une intégration temporaire des diverses capacités. En cours de conflit, la diversité des situations et l'évolution des conditions d'emploi de la force renforcent la nécessité de l'action interarmes.

Longtemps limitée vers le bas au niveau des brigades puis à celui des groupements tactiques, c'est-à-dire aux structures de type bataillonnaire ou régimentaire, l'action interarmes s'avère maintenant nécessaire aux échelons subordonnés. Les compagnies d'infanterie et les escadrons blindés doivent pouvoir former l'ossature de sous-groupements tactiques interarmes sur lesquels s'agrègent les fonctions de contact ou d'appui nécessaires pour une mission donnée. Par ailleurs, particulièrement en milieu cloisonné, il s'avère souvent utile de constituer des détachements interarmes de volume réduit, de la valeur d'une section voire d'un groupe.

Enfin, en passant de l'intervention initiale où sont impliquées des fonctions opérationnelles optimisées dans ce but, à une phase de stabilisation visant à établir les conditions de la paix, les forces terrestres voient leurs besoins capacitaires évoluer par une forte croissance des fonctions de contrôle du milieu, de sécurité et de mobilité au dépend de celles de destruction et d'agression. Cependant, si elles doivent pouvoir passer au second plan, les armes de destruction doivent pouvoir être immédiatement disponibles car elles restent nécessaires pour dissuader un adversaire ou le contraindre en cas de reprise des violences. Aussi, toutes les unités doivent être en mesure d'exécuter des formes d'action interarmes adaptées à la stabilisation puis à la normalisation et posséder un socle commun de formation qui renforce la capacité d'adaptation et de réversibilité des forces terrestres sur les théâtres d'opérations.

Inséparable de l'action terrestre, **le combat interarmes voit sa nécessité renforcée** par l'importance du combat en zone urbanisée et la variété des situations ou des conditions d'emploi de la force.

Longtemps limitée vers le bas au niveau des groupements tactiques, l'action interarmes s'avère couramment **nécessaire aux plus petits échelons.** Par ailleurs, les forces terrestres voient leurs besoins capacitaires évoluer vers une moindre utilité des fonctions de destruction et d'agression et une forte croissance des fonctions de contrôle du milieu et de sécurité.

12 - Un cadre interarmées permanent

La variété des engagements place le combat terrestre dans un cadre interarmées permanent qui transcende les compétences exclusives de chaque armée. Les forces terrestres agissent dans des ensembles interarmées dont l'interdépendance des différentes composantes (armées et services) s'affermit jour après jour.

Le 6 novembre 2004, après l'attaque aérienne d'un groupement tactique de la force Licorne à Bouaké et la riposte française qui suit, des émeutes éclatent à Abidjan contre les ressortissants et les symboles de la France. Le 43e BIMa s'engage dans la défense du camp et la prise de contrôle de l'aéroport afin de pouvoir préserver la disponibilité de la piste, accueillir des renforts et permettre l'évacuation de milliers d'expatriés victimes de pillages.

Sur le carrefour « Akwaba » qui verrouille l'accès à la zone de Port Bouët, organisé en sous-groupement interarmes, le 1er escadron lutte pied à pied pendant près de quatorze heures contre des émeutiers dont le flot ne cesse de grossir. Cavaliers, fantassins, marsouins, sapeurs… usent de tous leurs moyens pour conserver l'ascendant et interdire à la foule hostile de rejoindre ceux qui s'opposent aux autres unités du bataillon sur les pistes de l'aéroport. Dans la fumée des lacrymogènes, le bruit des mitrailleuses qui tirent au-dessus de la foule pour la dissuader d'avancer ou l'obscurité percée par les projecteurs des ERC, pelotons et sections manœuvrent sans cesse. De leur succès dépend celui des autres. Contraint de céder du terrain, le capitaine rétablit son dispositif sur une ligne de containers établi sur l'ultime position qu'il ne faut lâcher sous aucun prétexte au risque de voir le dispositif global être submergé.

Au loin sur les ponts de la lagune, les hélicoptères parviennent à interrompre le flux. A l'aube du 7 novembre, une contre-attaque vigoureuse permet à l'escadron de reprendre pied sur le carrefour cédé aux émeutiers dans la nuit. En fin de matinée, relevés sur l'aéroport par un groupement arrivé en renfort, les unités du bataillon le dépassent pour s'engager vers les ponts, les tenir, contrôler le sud de la ville et permettre l'évacuation de milliers de ressortissants.

Le commandement d'une opération est toujours interarmées au niveau stratégique, soit au sein de l'état-major des armées, soit au sein d'une alliance ou d'une organisation internationale auxquelles il peut être délégué. Sur chaque théâtre, il l'est aussi au niveau opératif et le commandant de la force, le COMANFOR, dispose d'un poste de commandement interarmées. Il peut l'être au niveau tactique quand le volume ou la caractéristique des forces justifient une intégration poussée ou dans le cadre de la mise sur pied de composantes interarmées pour des opérations amphibies, aéroportées ou spéciales.
En outre, la coordination croissante de certaines fonctions, le partage de matériels de même type ou des nécessités opérationnelles ou organiques peuvent étendre à certains domaines une intégration interarmées qui descend jusqu'aux plus petits échelons.

Si, au cours d'une opération, la composante qui bénéficie du soutien des autres peut varier, la composante terrestre y tient presque toujours une place prépondérante.

En phase d'intervention, le rôle principal revient à l'une ou l'autre des composantes en fonction des objectifs et des capacités à mettre en œuvre. C'est le cas, par exemple, pour des forces aériennes ou aéromaritimes quand il s'agit de réduire des capacités adverses par le feu avant une offensive terrestre ou bien un assaut amphibie ou aéroporté. Les opérations aériennes et aéronavales de la guerre du Golfe en 1991, du Kosovo en 1999 ou d'Afghanistan en 2001 l'illustrent parfaitement. Mais détruire les capacités ennemies ou interdire l'accès à telle ou telle zone à distance ne suffisent pas au succès. Aussi, vient toujours le moment où l'engagement au sol s'avère nécessaire. En dépit de la capacité des autres armées à infliger de graves dommages à la force adverse, seules les forces terrestres peuvent conquérir un objectif et le tenir, assurer la sécurité des zones conquises ou battre des forces terrestres ennemies, c'est-à-dire emporter la décision.

Dans les phases de stabilisation et de normalisation, l'engagement au sol des forces terrestres joue un rôle

prépondérant dans l'effet dissuasif de la force interarmées, sur l'environnement humain ou pour l'accès des organisations internationales et non gouvernementales à la zone. Leur présence est aussi la preuve de la volonté politique du pays. L'adaptation permanente, la connaissance du milieu, l'évaluation et, donc, l'indispensable capacité de discrimination, donnent aux hommes et aux femmes présents sur le terrain le rôle principal.

Plus que jamais au premier plan, les forces terrestres agissent dans la quasi-totalité du conflit avec le soutien des autres composantes dans un véritable combat interarmées terrestre.

La variété des engagements place le combat terrestre dans **un cadre interarmées permanent** qui transcende les compétences exclusives de chaque armée et s'affermit chaque jour un peu plus.

Si d'autres armées peuvent, lors de certaines phases des engagements, tenir un rôle majeur et bénéficier du soutien de la composante terrestre, celle-ci occupe le plus souvent **une place essentielle, voire prépondérante, tout au long du conflit.** Dans l'intervention, elle seule dispose de la capacité à conquérir et contrôler une zone ou à battre les forces ennemies. En phase de stabilisation, son engagement au sol au contact des différents acteurs et sa capacité de discrimination dans l'emploi de la force sont indispensables au succès.

13 - La multinationalité, légitimité et contrainte

L'engagement des forces dans un cadre multinational devient la norme car la communauté internationale ne conçoit plus la gestion des conflits hors d'un cadre multilatéral dont l'Organisation des Nations Unies assure généralement la légalité. En outre, l'engagement à plusieurs renforce la légitimité de l'action quand l'opération unilatérale d'un seul peut faire peser des doutes sur les intentions et les objectifs politiques. Or, l'observation montre que le déroulement d'une opération et le processus de sortie de crise sont intimement liés à la légalité et

la légitimité de l'intervention armée et aux soutiens internes et externes que celles-ci entraînent. Enfin, le coût et la multiplication des opérations militaires amènent les Etats impliqués à rechercher au sein de coalitions la répartition du poids financier et des charges.

Pour notre pays, l'intégration européenne croissante multipliera les engagements communs des forces terrestres des différents pays de l'Union dont les opérations Concordia en Macédoine (2002), Artémis en Ituri (2003), l'EUFOR en Bosnie-Herzégovine (2004) ou la mise sur pied d'une force européenne en République du Congo en 2006 sont les prémices. De même, les nécessités politiques et économiques de cette intégration engendrent une relative communauté d'équipements des forces terrestres, source de cohérence opérationnelle et de maîtrises des coûts. Dans le même temps, étant toujours le cadre de notre défense collective, l'OTAN demeure, pour partie, celui de notre entraînement et de la définition de l'interopérabilité de nos forces.

Mais les Etats répugnant de plus en plus à l'automaticité tout en souhaitant s'engager dans la gestion des crises, les coalitions de circonstances pourraient devenir le cadre privilégié des opérations à venir. Ceci devrait conduire l'armée de Terre à devoir s'engager, d'une part, dans le cadre de coalitions de nations militairement et technologiquement avancées et, d'autre part, dans celui de coalitions hétérogènes aux standards inégaux orientées vers des opérations centrées sur la stabilisation.

Cependant, quel que soit le type d'alliance ou de coalition, et même s'il répond à une nécessité politique et à un souci de légitimité de l'action, le caractère multinational des engagements engendre des difficultés. En effet, les exigences des différents partenaires voulant faire valoir leurs domaines d'excellence pour assurer leur influence au sein des coalitions peuvent déséquilibrer la composition d'une force. En outre, les inégalités techniques et opérationnelles, par exemple entre une force numérisée et une qui ne l'est pas, sont susceptibles de créer des problèmes d'interopérabilité et des incohérences

d’ordre capacitaire qu’un adversaire habile saura exploiter. En dépit de son caractère inéluctable, la multinationalité affaiblit parfois l’efficacité militaire de la force, nécessite de rechercher une interopérabilité coûteuse en termes d’équipements et de procédures et rend plus complexe la gestion des règles d’engagement.

Une **intégration européenne** de plus en plus forte multipliera les engagements communs alors que **l’OTAN** demeure, pour partie, le cadre de la définition de **l’interopérabilité** de nos forces et celui de notre **entraînement.**

Les coalitions de circonstances pourraient devenir le cadre privilégié de nombre d’opérations à venir.

Cependant l’engagement multinational présente de multiples **contraintes.** Facteur important de **légitimité**, il n’est pas, intrinsèquement, facteur d’efficacité militaire.

2 – MAÎTRISER

21 - Maîtriser la force

211 - Une force nécessaire, une maîtrise essentielle

Dans le cours du conflit, l'usage de la force demeure intimement lié aux objectifs politiques et militaires. Il doit pouvoir être ajusté à tout moment et être adapté à la phase du conflit, à la violence qui y règne et à l'environnement des troupes.
En intervenant par la force, les forces terrestres doivent dominer les forces adverses afin d'atteindre l'objectif en les contraignant à cesser le combat. Aussi, emploient-elles toute la puissance nécessaire pour dominer l'ennemi, le sidérer et vaincre militairement au meilleur coût. A l'issue de la phase des combats, l'usage de la force perd une part de son efficacité du fait du changement de situation et de la définition d'objectifs nouveaux. Aussi, pendant la stabilisation du théâtre, un emploi limité et pertinent de la force conduit plus sûrement au succès que ne le ferait son usage immodéré. Veillant à ne pas nourrir une violence qu'elle cherche à maîtriser, une troupe doit chercher à imposer sa force, si possible en ne l'utilisant pas.
Cependant, la réversibilité doit être conservée de manière permanente. Dans la fureur des combats, il peut paraître utile de détourner les armes pour que le succès emprunte un chemin de paix ; à l'issue de ceux-ci, le retour brutal ou progressif à l'emploi de la force est parfois nécessaire et ne doit pas être exclu. S'il peut être imposé ou choisi, ses moyens doivent en être tout le temps disponibles.

Par sa seule présence, une force terrestre permet de faire évoluer la situation dans le sens souhaité et d'influer sur les évènements pour éviter, quand ceci est encore possible, que l'instabilité ne se transforme en une situation d'affrontements généralisés. Cette capacité d'apaisement est, le plus souvent, fondée sur le caractère dissuasif d'une puissance destructrice mise au service de la paix. Elle nécessite, cependant, que la force déployée conserve, vis-à-vis de l'extérieur, une crédibilité

« Il est évident qu’il y a nombre de cas où l’expédition militaire s’impose, sous sa forme classique et traditionnelle : quand il faut atteindre avant tout un objectif précis, ruiner d’un coup la puissance matérielle et morale de l’adversaire, atteindre et frapper certains chefs irréductibles… et quand l’expédition militaire s’impose, c’est avec toutes les ressources de la tactique et de la science modernes, après la plus minutieuse préparation, avec la dernière vigueur, qu’elle doit être menée. C’est la meilleure manière d’économiser le temps, les hommes, l’argent. Il est essentiel qu’il n’y ait sur ce point aucun malentendu. »

« Lorsqu’en prenant un repaire on pense surtout au marché qu’on y établira le lendemain, on ne le prend pas de la même façon »

« Croit-on que, lorsque chaque soldat sait que le village qu’il aborde sera celui qui va devenir sa garnison pendant des mois ou des années, il le brûle volontiers ? Que ses habitants seront ses aides, ses collaborateurs de demain, il les maltraite ? Non. »

« Croit-on qu’il ne faille pas plus d’autorité, de sang-froid, de jugement, de fermeté d’âme, pour maintenir dans la soumission, sans tirer un coup de fusil, une population hostile et frémissante, que pour la réduire à coups de canon une fois soulevée ? »

Maréchal Lyautey
Lettres du Tonkin et de Madagascar - 1921

de tous les instants. Elle est fondée sur la puissance et la volonté d'en user, si nécessaire, et sur des limites clairement fixées aux protagonistes. Elle s'appuie, aussi, sur des règles d'engagement comprises par tous. Cependant, alors que cet effet dissuasif ne vaut que pour ceux qui le reconnaissent comme tel, l'adversaire asymétrique se place, justement, en dehors d'une rationalité commune et cherche à le contourner.

Mais la maîtrise de la force n'est pas de la pusillanimité dans l'action. Engager une force terrestre impose de disposer des moyens suffisants pour atteindre l'objectif fixé. Intervenir par la force, stabiliser au moyen de la force, c'est pouvoir supplanter l'adversaire par la supériorité tactique, la qualité des combattants – leur endurance, leur entraînement, leur détermination – la performance des équipements et la maîtrise de l'information comme de l'environnement.

A l'issue de la phase des combats, l'usage de la force perd une part de son efficacité. Un emploi limité et pertinent fondé sur une **capacité dissuasive** est un principe à privilégier afin de **ne pas nourrir une violence excessive.**

212 – S'attacher la population, isoler l'adversaire et combattre l'ennemi

La population représente le centre de gravité de la plupart des opérations ou, au moins, un des points clés du succès. Aussi, doit-elle toujours être au centre de la conception et de la conduite des opérations. Il est essentiel de la dissocier de l'adversaire déclaré, de la rallier – au moins de ne pas se l'aliéner – et d'éviter de faire obstacle à des attentes légitimes. De même, en coordination progressive avec d'autres acteurs, il est nécessaire de pouvoir répondre rapidement à la population qui ne demande, bien souvent, qu'à vivre dignement et en sécurité suivant sa propre normalité.

• *Isoler l'adversaire*

Tout autant que vaincre et défaire l'adversaire au cours de la phase d'intervention ou des missions de combat en phase de stabilisation, l'un des objectifs des unités terrestres est d'amener la population à ne pas soutenir celui-ci, voire à le rejeter. Résistant aux pièges de l'ennemi, à l'engrenage de la violence qu'il cherche à alimenter, il faut convaincre la population de notre succès en frappant l'adversaire avec détermination chaque fois que nécessaire. Il faut aussi épargner à celle-ci les souffrances du combat pour qu'elle trouve son intérêt dans notre réussite et, ainsi, la pousser à prendre partie en notre faveur.

• *Limiter les destructions*

En outre, les contraintes imposées dans l'emploi de la force pour préserver les populations, les infrastructures, les lieux cultuels et culturels sont les gages des succès futurs, car les souffrances médiatisées d'une population civile mêlée à un combat urbain influencent toujours les opinions publiques dans un sens défavorable à l'intervenant.

Menant la guerre parmi la population, la force terrestre doit se contraindre à une limitation des destructions pour des raisons politiques, économiques, humaines et opérationnelles et à une indispensable rapidité des actions de force sous peine d'être désavouée et de perdre les soutiens indispensables à son action.

• *Produire de la sécurité*

Pour ceux qui, sur un théâtre d'opérations, vivent dans la crainte de la violence, des exactions, des massacres parfois, le soldat qui veille au coin de la rue, la patrouille qui sillonne la zone ou la section installée dans le poste dominant le quartier sont vus comme les garants de leur sécurité. Plongées dans la guerre et le malheur, les populations réclament l'ordre et la justice qui, pour elles, se traduisent d'abord par la sécurité des biens et des personnes. Elles l'attendent des troupes qui, après être intervenues, cohabitent avec elles, même si celles-ci courent rapidement le risque d'être aussi considérées comme une armée d'occupation et peuvent devenir des cibles privilégiées.

La sécurité des populations peut être une mission explicite des troupes ou n'être qu'une conséquence de leur présence. Aussi, s'agit-il pour les unités – et en premier lieu pour le commandement – d'en évaluer correctement le besoin et de définir tout autant les modes d'action applicables que les limites de l'action. Tout échec, même ponctuel – intrusion dans une enclave protégée, agression d'un membre d'une minorité, attaque d'un village, tuerie – est porté au débit de la Force dans son ensemble et peut remettre en cause la légitimité de sa mission.

Préoccupation majeure des populations, en particulier après les combats initiaux de la phase d'intervention, la sécurité est le plus grand défi qui se pose aux forces terrestres. Elle est la condition première de toute reconstruction politique et socio-économique. Le retour à la confiance entre les belligérants, donc la dynamique qui conduit à la paix, est toujours lié à la sécurité générale de la zone et au sentiment de vulnérabilité de l'une ou l'autre des parties en conflit. En outre, les difficultés à imposer ou à maintenir cette sécurité, les retours en arrière, les sentiments d'échec ressentis par les uns ou les autres jouent profondément sur le moral des militaires engagés et peuvent avoir un impact sur leur engagement.

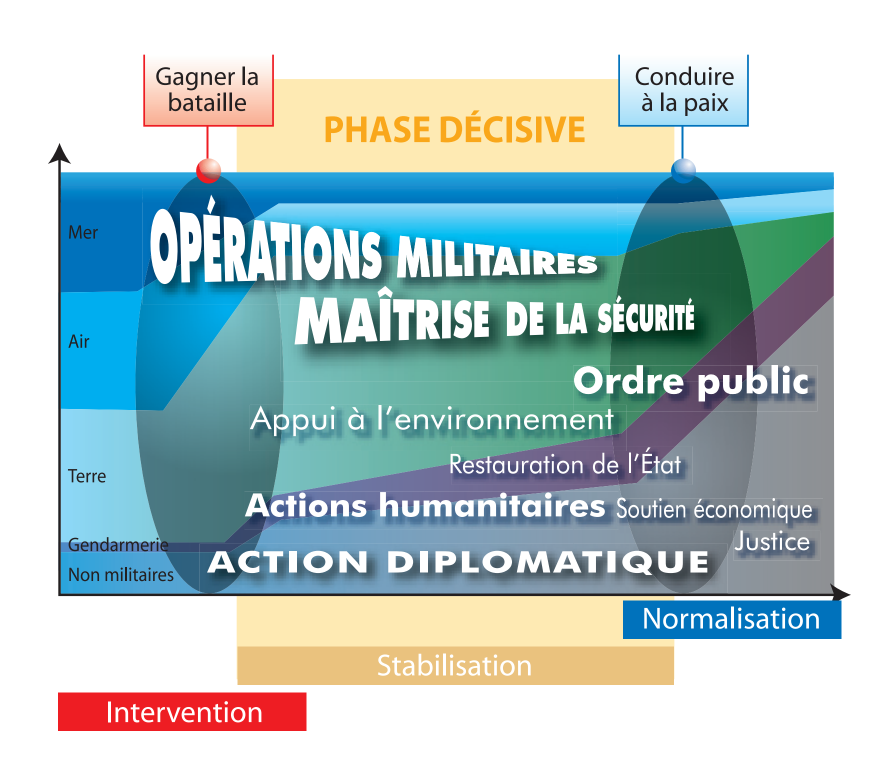
En fait, au delà d'une sécurité des personnes, souhaitable mais toujours relative et ne relevant pas de la seule force militaire, la population a besoin d'un sentiment général de sécurité. Il relève de l'action conjointe des forces armées et des forces de police (locales ou internationales) tout autant que de celle des autorités légitimes.

• *Favoriser l'amélioration des conditions de vie*

L'amélioration de la situation générale de la population est un facteur important du retour progressif à la stabilité. En favorisant l'accroissement de la sécurité, les forces terrestres agissent indirectement sur les lignes d'opérations non militaires (économiques, humanitaires…) en permettant à d'autres de rétablir les services essentiels à la vie des populations (eau potable, énergie, transports, soutien médical…). L'amélioration concrète de la vie quotidienne ainsi initiée réduit ce véritable terreau de la révolte que constitue la désespérance

d'une population dont l'adversaire se nourrit grâce au soutien logistique et au vivier de recrutement qu'il y trouve. En outre, le rétablissement des services de base soutient la reconnaissance de la légitimité des autorités locales et le rétablissement de l'autorité de la loi.

La force terrestre vise tout autant à **rallier la population à sa cause** qu'à défaire l'ennemi. Pour cela, les contraintes qu'elle s'impose dans l'emploi de la force sont le gage du succès et l'assurance d'un soutien à son action. C'est dans le domaine de **la sécurité** et de **l'amélioration des conditions de vie** que les attentes d'une population généralement meurtrie sont les plus profondes vis-à-vis des forces d'intervention. Elles représentent **un défi** véritable dont l'échec peut remettre en cause la légitimité de l'action.



213 – Règles d’engagement et de comportement

Vaincre un ennemi et gagner la bataille, combattre un adversaire aux modes d’action fondamentalement différents de ceux des forces militaires, maîtriser une violence imprévisible, assurer la protection des forces, accroître la sécurité des populations mais savoir, aussi, s’opposer à elles, etc. ; cette grande diversité dans les conditions d’emploi de la force impose de bien définir les lignes de conduites, c’est-à-dire des règles d’engagement et de comportement qui permettent à tout militaire d’agir dans la complexité des situations et de l’environnement juridique.

Il est nécessaire que les forces engagées au sol s’appuient sur des règles simples qui puissent demeurer applicables quelles que soient les conditions extrêmes ou d’isolement que vivent les soldats et leurs chefs. Ces règles doivent, en outre, être suffisamment souples pour permettre aux forces de remplir leur mission dans un cadre légal, d’assurer leur protection de manière permanente et de conserver le caractère dissuasif d’un emploi éventuel de la force.

Le cadre juridique parfois mal défini de conflits qui ne relèvent pas des normes conventionnelles du droit des conflits armés peut rendre complexe l’élaboration des règles de comportement et peser sur leur pratique quotidienne. En particulier, le traitement des personnes capturées par les forces ou momentanément détenues sous leur autorité du fait des vicissitudes des opérations demeure une véritable difficulté pour les troupes qui y sont confrontées ; il est à l’origine de bien des interrogations dont aucun théâtre d’opérations n’est épargné.

La maîtrise des règles d’engagement et de comportement est un véritable enjeu pour les forces terrestres. Face à la complexité des situations et des réglementations, comme des conséquences que peuvent avoir les erreurs d’un seul, cette maîtrise repose sur la capacité à affronter des circonstances exceptionnelles sans s’affranchir de règles éthiques partagées par tous et qui demeurent le socle de la formation individuelle et collective.

« Je me suis dit qu'il fallait faire quelque chose sinon les soldats d'Aïded allaient prendre l'ascendant psychologique sur nous. Le problème était que les tireurs ennemis utilisaient les femmes comme bouclier. Elles étaient placées en « rideau » devant une fenêtre, s'écartaient brusquement pour laisser la place à un gars qui lâchait une rafale puis se remettaient en place. Bien sûr, les tireurs changeaient aussi d'emplacement. Venant de Djibouti, on connaissait bien la culture somalienne. Nous savions que le fait de mêler les femmes et les enfants aux combats leur paraissait naturel car quand un clan se bat, c'est le clan en entier qui va au combat. Ils savaient bien sûr que cela nous choquait et en profitaient. Quoiqu'il en soit nous nous comporterions en soldats occidentaux et ne tirerions pas sur les femmes et les enfants. C'était une question d'éthique mais je savais aussi que derrière cette journée, l'opération continuerait et que le clan Aïded ne nous aurait jamais pardonné d'avoir massacré ses femmes et ses enfants. Cependant il me fallait résoudre un problème immédiat sans déraper. J'ai donc donné l'ordre aux ERC de tirer à la mitrailleuse sur le mur. Je signifiais ainsi à tout le monde que nous étions capables de frapper fort si cela devait monter d'un cran. On avait les moyens et la volonté de riposter. Des deux côtés tout le monde a apparemment compris le message. On se battra mais on ne fera pas non plus n'importe quoi. »

Colonel de SAQUI de SANNES,
chef de corps du 5e régiment interarmes d'outre-mer

L'emploi de la force se fonde sur **des règles d'engagement et de comportement** dont la maîtrise est un enjeu essentiel. En dépit de la complexité des situations, ces règles doivent être simples et applicables par tous.

22 - Maîtriser la technologie

221 – La technologie, un multiplicateur d'efficacité

La technologie est un multiplicateur d'efficacité pour nos forces terrestres et leur permet de conserver l'ascendant sur l'adversaire. Elle procure les avantages les plus significatifs dans la lutte dissymétrique et favorise la victoire militaire grâce au surcroît de puissance et à la supériorité qu'elle offre.

La maîtrise des technologies de l'information en est l'aspect le plus fondamental et le plus prometteur. Elle permet l'intégration de systèmes, la mise en réseau des moyens d'acquisition, de traitement et d'agression et une capacité sans cesse accrue dans le partage d'informations. La réduction significative des délais de réaction et de frappe et la capacité d'emploi de systèmes pouvant alors agir non plus de manière séquentielle mais simultanée permettent aux forces terrestres de bénéficier d'une intégration interarmées croissante. Elles leur donnent la faculté de réduire voire d'annihiler les capacités de réaction des forces ennemies. L'usage des nouvelles technologies de l'information optimise la manoeuvre et facilite la désagrégation de forces armées adverses.

Au service de la protection, la technologie peut très fortement réduire la vulnérabilité des troupes. Elle renforce la performance des équipements de protection et des blindages et assure, ainsi, une meilleure survie des individus et des équipages d'engins ou d'aéronefs face à tous les types de menaces. En outre, le déport de certaines fonctions hors des menaces directes et, lorsque ceci est possible, le remplacement de l'homme par la machine

(drones, robots) contribuent à préserver la vie ou l'intégrité des combattants.

Cependant, le haut niveau technologique d'une force terrestre se traduit parfois par des problèmes d'interopérabilité au sein de coalitions dans lesquelles les alliés peuvent avoir des standards différents. Ceci limite les capacités d'actions communes et les contraint à se tenir en deçà des possibilités des équipements des unités technologiquement les plus avancées.

222 – La technologie au défi de l'asymétrie

La forme asymétrique des conflits, actuellement prépondérante, et la place primordiale prise par les phases de stabilisation ne permettent plus de mesurer la capacité des forces terrestres à la seule sophistication de leurs armes. Confronté à la supériorité parfois écrasante d'une force militaire, l'adversaire bascule généralement dans un combat d'une autre nature qui tend à rendre vaine la suprématie technologique qui lui est opposée. Se disséminant dans le milieu, refusant de tenir le terrain et de servir d'objectif, il oppose l'absence de cibles aux capacités croissantes d'acquisition et de traitement détenues par les forces armées et contraint souvent celles-ci à demeurer en deçà du seuil d'utilisation des équipements les plus performants. Il développe la lutte dans d'autres domaines que ceux sur lesquels la force terrestre s'efforce d'agir. Aussi, sans renier les avantages incontestables qu'elles apportent, doit-on, tout à la fois, bien mesurer l'apport des nouvelles technologies et en orienter l'utilisation au service de la lutte dans le contexte asymétrique.

Adversaires potentiels et ennemis déclarés bénéficient, eux aussi, du progrès technique, y compris dans le domaine militaire, dont la large diffusion modifie la physionomie de certains engagements. La banalisation et la circulation d'armes modernes sur tous les théâtres d'opérations accentuent les menaces directes ou indirectes sur les forces engagées. De plus, à l'image de la lutte permanente de la lance et du bouclier, ceux qui s'opposent aux forces militaires exploitent des technologies à usage civil qu'ils parviennent à détourner à leur avantage.

Laissant, pour un temps, les forces sans parade, ils réussissent à conquérir certaines formes de suprématie locale et contraignent celles-ci à une adaptation coûteuse et difficile, comme l'illustre l'emploi de plus en plus général des engins explosifs commandés à distance.

Cependant, en fournissant des ripostes aux menaces nouvelles, le progrès technologique permet aux forces de lutter dans les mêmes champs que l'adversaire et, ainsi, de réduire l'asymétrie. Le retour d'expérience renforce cette aptitude. Il s'appuie sur un cycle dont la maîtrise, la continuité et la rapidité contribuent à développer une capacité d'adaptation réactive orientée sur la satisfaction des besoins opérationnels des forces terrestres et, en particulier, des troupes qui luttent sur le terrain. Parfois contradictoire avec des modes d'acquisition d'armes et d'équipements fortement encadrés, cette capacité est une nécessité pour conserver l'ascendant sur un adversaire en évolution constante.

223 – L'homme et la technologie

La technologie ne supprime pas le rôle fondamental de l'individu dans la résolution des conflits et il semble même exister un paradoxe de la modernité stratégique qui veut que le progrès technique renforce la responsabilité personnelle. Certaines erreurs individuelles peuvent influencer l'environnement stratégique comme ce peut être le cas quand la faute de comportement d'un seul conduit le commandement ou les autorités politiques à s'engager publiquement ou quand l'utilisation du réseau internet entraîne la diffusion accidentelle ou malveillante de documents à caractère opérationnel. L'interconnexion croissante des systèmes interarmées et la numérisation de l'espace de bataille conduisent parfois à « écraser » les échelons de décision ou amènent certains individus à agir à des niveaux bien supérieurs aux leurs, à l'exemple de l'observateur au sol à qui peut revenir l'initiative de la délivrance de feux navals ou aériens puissants.

Cependant, constituées d'hommes et de femmes plongés dans la violence extrême ou agissant parmi les populations, les forces terrestres sont, plus que d'autres, confrontées à une dimension humaine qui prend souvent le pas sur les outils techniques. Dans l'âpreté des opérations, au combat parfois, les soldats se retrouvent d'autant plus face à leurs propres limites physiques et psychologiques que la violence et la misère qu'ils croisent, la fatigue, le stress ou la peur qui les guettent sont éloignés de leur mode de vie habituel. En particulier, à tous les niveaux, les chefs sont les plus exposés à des situations dans lesquelles l'initiative nécessaire et la décision vont de pair avec l'isolement et la pression nerveuse.

Par ailleurs, la multitude et la diversité des missions à conduire dans des villes ou des espaces de plus en plus vastes nécessitent des volumes de forces importants sans que les progrès de la technologie ne s'avèrent généralement en mesure de permettre de fortes économies d'effectifs.

Cependant, entre individus et équipements, il ne s'agit pas de choisir l'un au détriment de l'autre. L'homme et la technique sont également nécessaires aux forces terrestres pour affronter les conflits actuels. Il leur faut maintenir un équilibre indispensable entre leur aptitude à déployer des volumes de troupe importants et leur capacité à se doter des équipements au niveau technologique élevé mais aussi justement évalué.

La technologie est un **multiplicateur d'efficacité** qui permet de prendre et conserver l'ascendant sur l'adversaire. Si elle devrait permettre d'accroître la protection des forces, c'est dans le domaine des **technologies de l'information** que les perspectives sont les plus prometteuses. Cependant, disposant lui aussi des progrès de la technologie, l'adversaire asymétrique s'efforce d'en détourner l'usage à son profit.

Cependant, si elle est nécessaire, la technologie n'efface pas le **rôle accru de l'individu** et l'importance de troupes en nombre suffisant pour les actions en zones urbaines et au contact de la population.

23 - Maîtriser le temps

La supériorité militaire incontestée des armées occidentales – et au premier chef, celle de l'armée des Etats-Unis – a conduit à la disparition du mode d'action symétrique par défaut d'ennemi. Par ailleurs, alors qu'il n'est pas un conflit de nature dissymétrique qui ne glisse plus ou moins rapidement vers l'asymétrie, le raccourcissement des phases d'intervention au profit des phases de stabilisation paraît devoir être une tendance solide. Ainsi, pour les forces terrestres, l'action s'inscrit dans un rythme nouveau qui ne correspond plus seulement au temps accéléré des opérations conventionnelles modernes. La gestion et la maîtrise du temps en deviennent essentielles.

231 – Agir dans l'urgence

Indépendamment du temps de la décision politique, celui de l'engagement est généralement marqué par l'urgence, au moins pour une partie des forces. Celle-ci se fonde sur des qualités acquises sur une longue période et maintenues par un effort quotidien.

La réactivité des forces terrestres est la première d'entre elles. Elle est une composante de la réactivité générale interarmées avec laquelle elle doit demeurer cohérente et reste étroitement liée à celle des autres armées. Un dispositif d'alerte sur le territoire national, la présence d'unités outre-mer et dans des zones d'intérêt ou celles de forces temporairement déployées à proximité de régions en crise en sont les aspects essentiels. Cependant, les procédures adaptées dans les domaines du soutien, du transport ou de l'équipement des forces en sont, aussi, des conditions indispensables.

L'anticipation permet à la réactivité des forces terrestres de trouver sa pleine expression. Elle doit se fonder sur une capacité de planification « froide » et une organisation de l'armée de Terre qui permette d'engager une partie des forces sans déstructurer l'ensemble.

Capacité indispensable pour l'adaptation de la force à sa mission et au contexte politique et militaire, la flexibilité offre aux autorités de l'Etat et au commandement la possibilité d'exercer

« La guérilla est toujours caractérisée par la disproportion des forces et par l'attitude agressive du plus faible. C'est une action de force, une guerre ; mais y appliquer les règles de la guerre classique conduit au désastre. La supériorité de l'ennemi lui permet de parer surabondamment toutes nos attaques et de nous écraser à l'heure de son choix. (…) D'abord fausser les calculs de l'adversaire, le jeter dans l'incertitude par un plan de camouflage actif, le bluffer et marquer tous nos actes d'une fantaisie effrénée mais froidement calculée : ne faire ni ce qu'on attend de nous, ni le contraire, mais tout autre chose. (…)

Seuls la mobilité, le nomadisme intégral peuvent procurer la sûreté. (…) Un mois durant la compagnie agira sur toutes les routes qui convergent vers Grenoble : embuscades dressées par un groupe, plus ou moins renforcé de partisans locaux, contre des convois qui comportent jusqu'à quarante camions. C'est une période de pleine efficacité : l'ennemi subit des pertes répétées et importantes, il est retardé, il se retranche dans Grenoble et rappelle ses postes isolés. (…) Des lettres saisies à Grenoble montrent l'Allemand obsédé par l'encerclement, ce qui paraît paradoxal quand on compare les forces en présence. »

Capitaine Etienne Poitau, dit « Stéphane »
Guérilla en montagne – 1952.

à tout moment les choix nécessaires dans l'engagement des forces. Elle implique de conserver une indispensable diversité des fonctions opérationnelles et leur disponibilité.
Cependant, l'urgence ne peut s'affranchir de l'aptitude à durer que doivent posséder les troupes qui s'engagent dans ce cadre. La rusticité en est le socle, car elle seule permet de se maintenir au meilleur niveau et de conserver la supériorité opérationnelle en dépit des conditions éprouvantes de l'engagement initial nécessairement marqué par la faiblesse des dispositifs de soutien.
Enfin, la capacité d'adaptation permet aux forces terrestres de passer d'un dispositif initial d'urgence à une force organisée pour une mission pouvant s'inscrire dans le temps et élargir son domaine d'action. Elle nécessite une capacité de renforcement et d'évolution des structures opérationnelles.

L'armée de Terre a développé ces qualités et les maintient au meilleur niveau en dépit des fortes contraintes qu'elles génèrent. Armée d'emploi présente sur de nombreux théâtres, elle a une capacité opérationnelle fondée sur son aptitude à l'engagement d'urgence. S'appuyant sur un dispositif d'alerte permanent offrant au commandement un large éventail de ses capacités opérationnelles, elle est capable d'agir rapidement avec une force dimensionnée non pas au plus juste mais en fonction de l'objectif et de l'incertitude de la guerre. Elle peut prendre sa part d'une « force en premier » avec des capacités de commandement, de contact, d'appui et de soutien et l'aptitude permanente à s'intégrer dans une force multinationale ou à accueillir des modules de forces alliés. Elle possède une diversité d'unités spécialisées et entraînées pour des opérations au caractère interarmées accentué, indispensables à l'entrée ou à l'action sur des théâtres difficiles d'accès : opérations amphibies, opérations aéroportées, opérations spéciales. Enfin, elle agit en cohérence avec les capacités des autres armées et services qui mettent en œuvre les moyens nécessaires à la projection stratégique et de théâtre comme au soutien des forces terrestres.

Cependant, la limitation des moyens nationaux de projection impose d'établir un juste équilibre entre la puissance de la force engagée dans l'urgence, les délais de projection nécessaires et les contraintes d'alerte. Si l'urgence se mesure parfois en heures, l'impératif d'y répondre ne doit pas conduire à précipiter l'action ou à maintenir en alerte un volume de forces disproportionné au besoin. L'urgence a un coût humain et financier. L'objectif à atteindre et la force nécessaire s'accommodent souvent d'une échelle de temps plus longue. Il est souvent préférable d'échanger une rapidité superflue contre une protection indispensable, une puissance nécessaire et un soutien suffisant des troupes.

La capacité opérationnelle de l'armée de Terre est en partie fondée sur l'aptitude à l'intervention d'urgence qui repose sur une organisation adaptée et ne peut se maintenir sans un effort permanent. Mais **l'urgence a un coût ;** elle ne doit pas conduire à maintenir en alerte des volumes de forces disproportionnés au besoin réel.

232 – S'engager dans la durée

Agissant dans l'urgence et usant de toute la puissance disponible sur une courte durée, les forces terrestres s'inscrivent aussi dans le cours de conflits qui durent des années. Ceci est vrai pour un même théâtre, dans la succession des phases qui s'enchaînent. Cela l'est, aussi, simultanément sur des théâtres différents, quand engagée ici en stabilisation, l'armée de Terre doit agir dans l'urgence ailleurs, puis s'apprêter à y demeurer. Elle doit donc posséder la capacité de faire évoluer le volume et les équilibres capacitaires d'un contingent présent sur un théâtre en fonction de la situation du moment.

Mais la durée se mesure aussi, et surtout, à l'aune des moyens disponibles. L'engagement continu dans des conflits qui s'éternisent nécessite de disposer d'hommes et de femmes en nombre suffisant tout autant que d'équipements techniquement disponibles et correctement entretenus.

Or, employés dorénavant de manière intensive, sur de longues durées et dans des conditions extrêmes, les matériels s'usent plus vite et exigent la prise en compte de tâches de maintenance plus nombreuses que ce qui pouvait être envisagé dans le cadre de conflits violents et de courte durée. Aussi, la capacité des matériels à durer doit s'appuyer sur une évaluation aussi juste que possible de leur profil d'emploi et sur une organisation disposant des moyens nécessaires à l'absorption des inégalités d'un rythme opérationnel imprévisible. Elle peut, aussi, entraîner une évolution dans la gestion quotidienne de parcs coûteux même si cet aspect présente un défi important et touche directement à la capacité opérationnelle d'ensemble.
Mais les militaires eux-mêmes sont les pivots de cette capacité. Or, le nombre de combattants déployés est en corrélation étroite avec la capacité à peser sur la résolution de crises fondées sur l'affrontement des volontés et l'action dans le milieu humain. Dès qu'elle s'engage dans un conflit, l'armée de Terre doit pouvoir organiser la relève de ses soldats selon un cycle qui ménage le maintien de l'efficacité opérationnelle de la force déployée, la préparation des unités sur le sol national et l'équilibre personnel et familial de chacun. L'entraînement et l'endurance physique, tout autant que morale, d'hommes et de femmes en nombre suffisant sont les garants de l'aptitude à durer.

Souvent contraintes à l'intervention inopinée, les forces terrestres s'inscrivent aussi dans le cours de conflits qui durent des années

Dans des conflits qui s'éternisent **les équipements s'usent vite.** Il est nécessaire d'adapter leur conception et leur gestion aux irrégularités d'un rythme opérationnel imprévisible.

Mais **ce sont les hommes, surtout, qui demeurent les pivots de la capacité des forces terrestres à durer.** Leur entraînement, leur endurance et une organisation des relèves qui ménage l'intérêt opérationnel et l'équilibre personnel en sont les garants.

24 - Maîtriser la violence

241 – Une violence multiforme dirigée contre tous

En dehors de la phase des combats, la violence peut viser directement les forces terrestres ou prendre pour cible les autres acteurs du conflit. Souvent atomisée et sporadique, sa rationalité est parfois difficilement perceptible par les forces.
Fondée sur l'utilisation du terrorisme comme mode d'action principal, la guérilla urbaine représente la réponse la plus facile et la plus efficace, *donc la plus probable*, dans le combat du faible contre le fort. C'est celle à laquelle les forces terrestres sont confrontées chaque fois qu'un ennemi s'oppose à leur action. L'objectif de l'adversaire est de nous défaire en pesant sur la volonté politique de la France faute de pouvoir en vaincre les forces.
L'opposition de la population, ou d'une partie de celle-ci, peut être manipulée ou résulter d'incidents mettant en cause les forces engagées. Elle se manifeste alors par des obstructions aux missions des forces terrestres ou des explosions de haine et de violence de foules plus ou moins nombreuses contre tout ce qui symbolise l'intervention étrangère : forces déployées, représentations diplomatiques, représentations internationales, intérêts nationaux (entreprises, écoles, commerces) ou expatriés. Ces actions peuvent être spontanées. Plus souvent, elles visent à décrédibiliser nos forces ou à les pousser à l'erreur en cherchant à provoquer une réaction démesurée pouvant être exploitée.
La lutte d'un groupe contre un autre sur des critères ethniques, politiques ou religieux se traduit par des assassinats, des attentats, des attaques contre la population, des massacres, des enlèvements qui peuvent avoir lieu sur toute l'étendue du théâtre d'opération. La barbarie caractérise nombre de ces actions qui visent à faire le maximum de victimes. Leur permanence et la difficulté de les prévenir présentent un redoutable défi. Ici aussi, on peut chercher à atteindre la crédibilité de la Force ou la légitimité de sa présence. On peut aussi vouloir peser sur la sortie de crise, mettre à mal une évolution positive ou pousser certains groupes à l'exode.

Le refus, l'ignorance pour certains, du droit de la guerre – du droit dans la guerre – caractérisent l'usage habituel d'une violence parfois aggravée par le fanatisme et le déni des valeurs occidentales de la part d'adversaires agissant en dehors de tout cadre étatique. Le rejet absolu d'une telle logique et une grande vigilance en la matière s'imposent aux forces.

Les forces terrestres sont confrontées à **une multitude de formes de violence** souvent aggravées par le fanatisme et le déni des valeurs occidentales. Ces formes de violence n'épargnent aucun acteur du conflit.

La guérilla urbaine, les obstructions ou les explosions de haine d'une population hostile ou la barbarie de luttes internes sans merci en sont les manifestations les plus fréquentes. Leur persistance et la difficulté à les prévenir peuvent mettre à mal la **crédibilité de la Force** et présenter un redoutable défi.

242 – S'opposer à la violence

Maîtriser la violence sur un théâtre d'opérations consiste, avant tout, à en évaluer la nature et les risques d'occurrence. Ceux-ci dépendent de la situation et des objectifs de chaque camp, mais aussi des moyens dont disposent les forces terrestres pour s'y opposer.

Cette violence pouvant être naturellement dirigée contre les forces, leur protection prend une importance accrue. L'action au sein des populations et l'absence de ligne de front multiplient les formes d'agression et font évoluer le concept même de protection qui concerne désormais l'ensemble de la Force. Pouvant paraître relativement aisée pour des unités de contact équipées d'un nombre important de véhicules blindés, cette protection est plus difficile à réaliser pour les unités de commandement et de logistique, les éléments isolés ou de liaison ainsi que pour les moyens civils travaillant au profit des forces.

La protection des individus préserve non seulement leur intégrité physique et leur vie mais garantit également la capacité politique à déployer la Force, en raison de la grande sensibilité

aux pertes des opinions publiques occidentales. Tactiquement, elle participe à la dissuasion, favorise l'audace et permet d'abaisser le niveau de violence en évitant des ripostes inutiles. Cependant, si la Force doit se protéger, elle doit procéder à une analyse raisonnée des risques afin de ne pas se replier sur elle-même et se couper d'un environnement dont la bonne appréhension participe à la sécurité et ne peut se faire sans une nécessaire ouverture. En outre, l'action sous blindage, l'équipement de protection des soldats et la création de camps retranchés, s'ils sont parfois nécessaires, isolent les forces terrestres d'une population qui, en maintes occasions, n'en comprend ni les raisons, ni les buts.

Prise en compte dès la conception de la mission, la protection est un choix de commandement entre des équipements dédiés, des unités en charge de cette mission, une organisation adaptée du terrain ou la mise en œuvre de modes d'action dynamiques. Elle apparaît, aussi, liée au respect de règles de comportement adaptées qui permet d'accroître le niveau d'acceptabilité de la force par une population toujours prompte à manifester son hostilité face à une force étrangère.

Loin de réduire leur action à leur seule protection, les forces terrestres doivent agir contre la violence afin de l'éradiquer chaque fois qu'elles en ont le pouvoir ou, au minimum, d'en maîtriser les effets, localement ou sur le cours du conflit.
L'emploi de la force est parfois nécessaire en évitant cependant que son excès ne vienne nourrir la radicalisation d'un ennemi que ne bride aucune règle. L'équilibre est toujours difficile et précaire pour le chef militaire entre l'emploi d'une force nécessaire, parfois brutale, et une violence inutilement élevée contre un adversaire.
Face à la foule, il faut pouvoir lutter contre ses débordements et parfois agir en dépit ou contre elle. Ces actions peuvent être offensives. Elles peuvent, aussi, avoir un caractère éminemment défensif et réactif quand des éléments isolés se retrouvent inopinément face à l'hostilité ambiante. Pour cela, ne se limitant pas au seul usage de leurs armes de guerre, les soldats doivent pouvoir employer toute la palette des techniques et des moyens

qu'il est possible de mettre à leur disposition. L'adoption de modes d'action terrestres adaptés, une dotation en équipements spécifiques et un entraînement nécessaire sont indispensables pour permettre aux forces de toujours ajuster la nature de leur riposte à l'hostilité de la foule et à l'apparition des menaces. Le développement des armes et des munitions à létalité réduite renforce ainsi la capacité opérationnelle des unités au sein des populations.

Prise en compte dès la conception de la mission, **la protection de la force** est un équilibre nécessaire entre des équipements dédiés et des unités en charge de cette mission ; elle impose sur le terrain des tactiques adaptées. Si la protection est un impératif, elle ne doit cependant pas conduire les forces terrestres à s'isoler d'un environnement dont la bonne appréhension participe à leur sûreté.

Pour tenter d'éradiquer la violence ou d'en maîtriser les effets, **l'emploi de la force peut-être nécessaire.** Face aux foules hostiles ou pour contenir leurs excès, les forces terrestres doivent disposer d'une gamme étendue de **moyens** et de **modes d'action.** Le développement des techniques de contrôle de foule comme des armes et des munitions à létalité réduite renforce la capacité opérationnelle des forces terrestres au sein des populations.

« Je viens de perdre 61 de mes gars tués par PERSONNE. Difficile pour un soldat. (…) Nos postes sont dans la ville. Ils ne peuvent pas interdire la circulation, à moins d'interdire la vie… Or nous sommes là pour aider la vie. »

Général CANN,
lettre au CEMAT au soir de l'attentat du Drakkar le 23 octobre 1983

« Cette mission appropriée aux situations de Diodon I et de Diodon II est devenue d'une exécution délicate à la fin de Diodon III et presque impossible au milieu de Diodon IV. Il est devenu difficile en effet d'apporter un appui, au sens propre du terme, à une armée dont la mission s'apparente au maintien de l'ordre et voit de ce fait sa finalité publiquement contestée par une subversion bien organisée. Il est non moins ardu de protéger la population sans prendre le parti pour une communauté ou une autre ni disposer de pouvoirs élémentaires de police, en particulier celui de désarmer piétons et automobilistes en infraction. Nous n'avons jamais pu garantir la sécurité des individus face aux attentats et aux enlèvements. Tout au plus avons-nous pu contribuer à la sûreté d'ensemble des populations pendant la première partie de notre séjour. Puis la subversion, en frappant très fortement nos postes, sans épargner délibérément les habitations alentours, nous a coupé peu à peu à peu d'une population qui a pris peur de notre voisinage : dialectique machiavélique qui a rendu inepte la partie la plus noble de notre mission (…) L'évolution de la situation a fait que la mission a été remise en cause, l'essentiel de notre énergie s'étant peu à peu consacrée à élargir notre sûreté et à durcir notre sécurité. »

Général CANN,
Rapport de fin de mission, Diodon IV, septembre 1983 - février 1984

3 – S'ADAPTER

31 - De la bataille aux conditions de la paix

311 – De l'intervention à la stabilisation, un changement de manœuvre

Passer de la phase d'intervention à celle de la stabilisation, c'est passer d'un objectif tactique – gagner la bataille – à un objectif stratégique qui n'appartient plus à la seule force militaire. C'est aussi, le plus souvent, passer d'un adversaire essentiellement dissymétrique à une opposition asymétrique. C'est donc changer brutalement de manœuvre avec une force (systèmes de commandement, unités de contact, appuis, soutiens) encore organisée et équipée pour le combat.

La période du silence des armes qui succède à la bataille engage profondément la suite du conflit. Les décisions opérationnelles, les objectifs des unités, les réactions et le comportement de celles-ci, la réponse aux besoins essentiels des populations ont des conséquences durables sur le cours des évènements. Elles peuvent avancer ou retarder l'issue du conflit et font de la transition une période critique.

En amont de l'intervention, la préparation et la planification de la phase de stabilisation avec l'ensemble des acteurs qui devront y participer permettent une transition harmonieuse vers cette phase et prépare son succès. Bien souvent la logique de reconstruction qui y présidera imposera des limites à la logique de destruction inhérente à la bataille initiale.

L'adaptation du commandement est essentielle. Les fonctions d'un poste de commandement (PC) de stabilisation sont sensiblement différentes de celles d'un PC qui conduit le combat pour neutraliser ou détruire un ennemi. S'il existe bien une forte corrélation entre des PC de bataille et de retour à la paix, ne serait-ce que pour que les décisions du premier permettent le succès du second, il demeure des distinctions essentielles qui doivent être prises en compte. Sauf à spécialiser en permanence des états-majors pour chaque phase d'un conflit, la capacité à

permettre l’évolution indispensable des systèmes de commandement sur un théâtre repose sur la capacité des états-majors à détenir la flexibilité nécessaire pour passer d’un mode d’engagement à l’autre. Ceci passe par une agilité culturelle et la capacité d’agréger à un noyau central intangible les cellules et fonctions nécessaires – de les désengager aussi afin de ne pas se contenter de rajouter, au risque de développer des systèmes de commandement hypertrophiés.

Sur le terrain, les unités doivent réorienter leurs modes d’action conformément à de nouvelles missions. Leurs capacités doivent pouvoir évoluer d’une phase à l’autre. Nécessaire dans la bataille, la puissance destructrice l’est infiniment moins pour conduire à la paix quand la présence humaine, le contact, la sécurité générale prennent une importance croissante. En outre, si parfois, il peut paraître souhaitable que les mêmes unités assurent cette évolution, certaines circonstances peuvent conduire à privilégier une relève spécifiquement préparée en vue de la situation nouvelle du théâtre.

Passer de la phase d’intervention à celle de la stabilisation, c’est passer d’un objectif tactique à un objectif stratégique qui n’appartient plus à la seule force militaire. C’est donc **changer de manœuvre.** Conçue le plus en amont possible, la transition harmonieuse vers la stabilisation prépare le succès futur.

L’adaptation du commandement en est une dimension essentielle. Les PC doivent évoluer tout en se gardant d’une tendance naturelle à l’hypertrophie. Sur le terrain, les unités doivent réorienter leurs modes d’action et leur composition quand la puissance destructrice devient moins nécessaire pour conduire à la paix que **la présence humaine, le contact ou la sécurité générale.**

312 – S'ouvrir et comprendre afin de s'adapter aux autres

Si elles doivent s'adapter à l'évolution de la forme du conflit dans le temps, les forces doivent aussi s'adapter à ceux qu'elles côtoient ou à ceux qu'elles combattent : populations, autorités politiques, organisations, belligérants, ennemis. Hormis quelques experts, il ne s'agit pas de transformer les militaires engagés dans l'opération en spécialistes de mondes lointains et de cultures différentes. Il leur est, cependant, indispensable de posséder une faculté d'adaptation, de tolérance et d'ouverture qui leur permette d'affronter l'inconnu ou l'étrange.

S'adapter à la population, c'est comprendre qu'elle pense différemment, n'a pas les mêmes espérances, ne vit pas les mêmes relations claniques, ethniques ou familiales. C'est admettre que les objectifs que peuvent avoir les acteurs locaux de la crise peuvent être à cent lieues de ceux de la Force, de notre propre pays, de la communauté internationale. C'est concevoir jusqu'au plus petits échelons des solutions locales en accord avec l'environnement.

S'adapter à l'adversaire, c'est savoir que, lui aussi, a son propre mode de pensée parfois à l'opposé du nôtre et qu'il n'envisage pas sans doute pas d'en changer. C'est tenter de percer ses intentions, déterminer ses objectifs et en comprendre la rationalité.

Cette faculté d'adaptation est d'abord fondée sur la proximité qui permet de saisir les fluctuations des situations et des attitudes, de voir et de saisir la complexité du réel.

Il s'agit, pour les forces terrestres, de s'adapter à tous ceux que les forces côtoient : populations, autorités politiques, organisations, belligérants, ennemis, en développant à tous les niveaux **l'ouverture nécessaire pour comprendre.**

32 - Face à l'asymétrie croissante

La lutte contre l’asymétrie ne peut se limiter à éliminer des menaces dont l’évolution permanente contrecarre l’efficacité d’un combat sans fin. Elle passe par une compréhension de sa nature, un renseignement approprié et une bonne gestion de l’information.

321 – Comprendre l’asymétrie

Comprendre l’asymétrie, c’est d’abord comprendre les acteurs du conflit et les conséquences de leur combat. Hostile à la Force, un ennemi peut se fixer comme but de lui faire échec et lutter directement contre elle. Parfois tel acteur n’agira qu’en fonction d’objectifs ou d’intérêts qui lui sont propres, sans considérer les forces militaires comme les objectifs de son combat. Certains privilégieront les aspects politiques, les oppositions ethniques, les réactions des foules, la violence déclarée pour mettre les forces en difficulté. Ils se situent souvent au confluent du politique et du militaire et, sans hiérarchie formelle, font habituellement partie d’organisations horizontales douées d’une grande capacité d’adaptation. Les actions d’ordre tactique – attentats, assassinats, prises d’otages, attaque d’un village ou d’une unité, émeutes ou manifestations – influent directement sur le niveau stratégique. Face à cela, nos armes paraissent souvent peu adaptées et, si elles se retrouvent souvent en deçà de leur seuil d’utilité, il arrive aussi que le risque soit grand d’en faire un usage inapproprié et contre-productif mis directement à profit par l’adversaire dans sa démarche de « propagande par les actes ».

• *Déterminer son champ d’action*

C’est la première obligation, à chaque niveau de commandement. Elle est nécessaire pour préserver la liberté d’action du chef qui dispose toujours d’un espace de manœuvre. Il doit en cerner le périmètre, les capacités dont il peut user et, plus encore, ce qu’il ne peut s’aventurer à faire. Son champ d’action et ses limites découlent naturellement de sa mission, des moyens dont il dispose, de l’aptitude des troupes placées sous son commandement – en particulier dans le cas d’une force

multinationale – ou des contraintes éthiques et juridiques. La détermination de cet espace de manœuvre permet au chef de demeurer dans son domaine d'action et d'éviter d'apporter des réponses inadaptées à des situations parfois insaisissables ou à des actions inhabituelles.

• *S'adapter à l'asymétrie*

La lutte contre les menaces asymétriques suppose une grande agilité des chefs et des systèmes de commandement dans la planification comme dans la conduite. La faculté d'adaptation de la force sur le théâtre, comme de l'armée de Terre en général, est une des clés du succès, car l'adversaire est un être vivant et réfléchi qui s'adapte. Il s'agit de le devancer ou d'être condamné à n'agir qu'en réaction.

Les unités terrestres doivent développer des capacités d'innovation très rapides. Le rôle des petits échelons, des cellules de base, celles qui confrontées quotidiennement aux problèmes ne cessent d'imaginer les solutions les plus appropriées, est primordial. L'initiative doit être encouragée de manière à favoriser l'émergence des parades aux menaces asymétriques. Cette action en provenance du terrain doit être soutenue par un dispositif central qui, tout à la fois, discipline le foisonnement des idées, oriente le recueil des expériences et offre la réactivité nécessaire pour apporter des réponses immédiates quand l'urgence le commande.

Comprendre l'asymétrie, c'est **comprendre le combat d'un adversaire** qui, au confluent du politique et du militaire, veut faire échec à la mission de la force et, par ses actions, agit directement aux niveaux tactique, opératif et stratégique.

Pour conserver sa liberté d'action, le chef militaire doit déterminer aussi justement que possible son **champ d'action** avec ses limites et ses impératifs.

L'agilité des systèmes de commandement et **la capacité de réaction** de l'armée de Terre sont essentielles pour pouvoir s'adapter et, s'appuyant sur les échelons de base, imaginer et développer les meilleures modes d'action face à l'ennemi asymétrique.

322 – Le renseignement, comprendre tout autant que savoir

La compréhension de l'adversaire et de l'environnement impose de mettre l'accent sur le renseignement qui est, plus que jamais, une fonction essentielle de l'engagement opérationnel et une condition du succès. Cependant, la recherche même du renseignement est complexe quand il s'agit d'établir les conditions d'un retour à la paix, de lutter contre des menaces asymétriques ou de rétablir la confiance.
En passant de la symétrie à l'asymétrie, et au sein d'un même conflit d'une phase à une autre, les forces terrestres doivent passer d'un renseignement où la recherche d'indices matériels permet de déterminer les dispositifs et d'imaginer les intentions à un renseignement plus subjectif où l'analyse systémique trouve sa place. Les équipements, souvent indécelables et confondus au milieu, ne sont plus des signes suffisants pour pénétrer les intentions de l'adversaire. C'est bien l'état d'esprit et la volonté des autres qu'il s'agit de comprendre et la recherche d'un tel renseignement est confrontée au choix des informations utiles. Elle rencontre, en outre, une difficulté particulière lorsqu'il s'agit de comprendre un environnement foncièrement différent. Cette caractéristique fait du problème de la langue un des plus critiques pour le renseignement en phase de stabilisation, comme pour toutes les opérations au contact du milieu.
La technologie revêt dans le renseignement une part fondamentale. Les moyens techniques qui sont consacrés à la recherche permettent de développer les instruments d'analyse et de synthèse nécessaires et accroissent la capacité des forces à lutter contre des formes variées de menaces. Mais les outils techniques permettent surtout de **savoir** là où il s'agit désormais principalement de **comprendre.** La recherche humaine doit disposer de spécialistes qui, à une solide formation militaire, adjoignent des connaissances approfondies du théâtre, des sociétés et des cultures, des groupes qui s'affrontent, de tout ce qui permet au chef de comprendre, de « sentir ».

En outre, par nature, les conflits asymétriques s'aventurent dans des domaines non militaires qu'il s'agit pourtant d'appréhender dans le cadre de l'opération et de la manœuvre en cours ou en

préparation. La recherche du renseignement s'y appuie sur d'autres acteurs, sur d'autres réseaux, sur d'autres ministères. Elle participe, aussi, à une lutte élargie, les informations recueillies alimentant d'autres bases que celles de la Force engagée.
Le renseignement n'est pas seulement nécessaire aux phases d'affrontement armé. Il appuie la manœuvre dans toutes ses dimensions parmi la population. La recherche du renseignement doit permettre au chef de confronter les modes d'action, d'anticiper les freins, d'identifier les difficultés quand il lui faut soutenir un processus électoral, désarmer des combattants, aider à la liberté de circulation…

Le renseignement est, plus que jamais, une **fonction majeure** de l'engagement opérationnel et une clé du succès.

La **technologie** offre des possibilités qui renforcent les capacités de renseignement des forces terrestres mais permettent surtout de **savoir, alors qu'il s'agit bien plus souvent de comprendre.** Seule, la conjugaison des dimensions techniques et humaines, la pratique de l'analyse systémique, permettent de **donner du sens.**

323 – Combattre par l'image

La lutte pour l'information est un impératif constant qui se pose aux forces terrestres avec d'autant plus d'acuité dans un conflit asymétrique qu'une part des actions adverses reposent elles-mêmes sur l'exploitation des moyens d'information et la manipulation des opinions publiques. Ce qui est cru est plus important que ce qui est vrai. Les emballements et les distorsions médiatiques peuvent influencer les décisions opérationnelles et agir sur le cours des choses en contradiction avec l'action des troupes sur le terrain. Par exemple, bien souvent, les agressions de jeunes gens armés de leurs seules frondes contre des soldats lourdement équipés n'ont pour but que de présenter au monde une lutte inégale et de donner à croire que leur combat est juste, puisqu'il est celui de l'opprimé, celui de David contre Goliath.

Le combat par l'image est caractéristique de la lutte asymétrique. Aussi doit-il être celui des forces terrestres tout autant que celui de leurs adversaires. Lutter contre une information partiale et biaisée, présenter sa propre vision, diffuser son propre film des évènements qui occupent la « Une » du moment sont nécessaires au succès. Ils peuvent aussi parfois éviter que des réussites tactiques ne se transforment en échecs stratégiques. Les forces terrestres doivent être aptes à conduire des manœuvres offensives tout autant que défensives dans le domaine de l'information et de la communication.

La manœuvre de l'information participe à la lutte asymétrique. Les forces déployées sur un théâtre d'opérations doivent faire du **combat par l'image** une dimension nécessaire de l'action des unités aéroterrestres.

4 - ACCOMPAGNER

Les forces terrestres participent à la mise en œuvre ou au soutien d'actions spécifiques qui contribuent à la stabilisation de l'environnement. Au fur et à mesure du progrès accompli dans le domaine de la sûreté générale, elles étendent leur champ d'action vers d'autres acteurs et dans d'autres domaines. C'est souvent dans le succès ou l'échec de cet accompagnement que se construit, ou au contraire se délite, la légitimité a posteriori de l'opération.

41 - Désarmer les combattants

Le désarmement des combattants peut intervenir très tôt dans l'opération ou être le fruit d'un processus long et délicat, dont le déroulement reste lié au développement de la situation politique ou d'accords entre les parties. Il est toujours une étape essentielle pour ramener la paix et fait donc souvent partie du cœur de l'opération.

La formalisation de ce désarmement est le processus DDR – désarmement, démobilisation, réinsertion – qui, sur un schéma éprouvé par l'ONU, se généralise à de nombreux conflits, en particulier en Afrique. Il nécessite des moyens importants, notamment sur le plan financier, et s'appuie sur des institutions et des organisation internationales ou non gouvernementales. Il s'élabore avec toutes les parties concernées et met en œuvre des volets aussi différents que la sécurité, la réinsertion sociale, la formation, l'emploi ou la santé.

Le DDR est, par nature, pluridisciplinaire. Il concerne au premier chef les forces terrestres bien que de façons diverses en fonction des théâtres et des mandats. Elles y agissent aux côtés d'autres acteurs avec lesquels elles doivent développer un dialogue le plus en amont possible. Elles doivent en connaître le processus et pouvoir se structurer, au moins partiellement, en vue de cette mission.

En 1999, ravagée par une terrible guerre civile de six ans, la Sierra-Leone était tombé au dernier rang mondial du tableau indicateur du développement humain des Nations Unies et la moitié de ses habitants était composée de réfugiés au moment des accords de paix de Lomé (7 juillet).

A la suite de ces accords, un processus de désarmement – démobilisation – réinsertion (DDR) était lancé et encadré par une force de maintien de la paix (MINUSIL et ECOMOG). La plupart des membres des factions (combattants et auxiliaires), purent rendre une arme et acquérir le statut d'ex-combattant qui ouvrait droit au programme de réinsertion. En l'espace de quatre ans, 72 000 combattants furent démobilisés et 40 000 armes rendues.

Plus de 55 000 de ces ex-combattants se sont inscrits dans le programme de réinsertion financé par la Banque mondiale et l'agence britannique pour le développement international. Ce programme comprenait une indemnité financière d'environ 300 dollars américains et proposait une formation professionnelle rémunérée ou un engagement dans la nouvelle armée sierra-léonaise. Un programme spécifique de prise en charge thérapeutique et de réinsertion dans leur communauté fut également mis en place pour les enfants soldats, désarmés et démobilisés au même titre que l'ensemble des combattants. La fin du programme DDR en décembre 2001 autorisa les élections de mai 2002 et le retrait d'une partie importante des troupes étrangères.

Le **désarmement des combattants** est toujours une étape essentielle pour ramener la paix. Il concerne les forces terrestres qui doivent adopter une **organisation adaptée** à cette mission et développer le **dialogue** avec les autres acteurs avec lesquels elles agissent.

42 - Former les forces locales

Parfois dans le droit fil du processus DDR, mais en maintes occasions aussi de manière indépendante, la formation ou la remise à niveau de forces locales de défense et de sécurité est un aspect indispensable du retour du pays à un Etat de droit qui ne peut s'appuyer que sur des forces (armée et police) chargées de faire respecter la loi, l'ordre et la sécurité. C'est un domaine d'expertise particulière pour les forces terrestres à qui il peut revenir tout ou partie de la formation de cadres (formation des sous-officiers, cours des capitaines, diplôme d'état-major) ou de l'instruction d'unités complètes (compagnies, bataillons). Elles ont parfois aussi la mission d'accompagner ces armées nouvelles en les associant aux opérations en cours puis en leur transférant dans le temps les missions qu'elles assurent. La relève de la Force ne pouvant véritablement provenir que des forces locales, la tâche de les hisser à la hauteur de leur mission revêt un aspect essentiel pour les forces de stabilisation.

La **formation de forces locales de défense et de sécurité** est un aspect indispensable du retour du pays à un Etat de droit. Les forces terrestres y sont largement impliquées. De la qualité de leur action dépend souvent la capacité de ces forces autochtones à **les relever** et à concrétiser, en partie, le succès de l'opération.

43 - Soutenir la restauration de l'État

Dès la phase d'intervention parfois, et souvent dans les premiers temps de la stabilisation, les forces terrestres agissent au bénéfice des populations en coordination avec les autres armées et services. Au delà des actions civilo-militaires dont la finalité est l'acceptation de la force par les populations locales, il s'agit, le plus souvent, de déployer des capacités minimales afin de rétablir certaines **fonctions de base** pour les populations (santé, eau, énergie) ou d'apporter un soutien aux organisations humanitaires, internationales ou non gouvernementales, spécialisées. Les besoins dépassant toujours les capacités de la Force, dont les moyens sont d'abord destinés à son propre soutien, celle-ci remplit surtout un rôle de catalyseur auprès des autres acteurs. Cependant, dans certaines circonstances particulières et dans l'attente de moyens civils spécialisés, les forces participent directement au soutien de la population si la détresse le commande : c'est simplement une question de disponibilité face à l'urgence.

D'autres actions essentielles à la **restauration de l'Etat** doivent généralement être conduites en liaison avec l'aide des forces engagées sur le théâtre. Elles peuvent être du domaine d'une armée particulière (transports aériens ou maritimes dans des régions dépourvues d'infrastructures), d'un service (aide médicale), ou posséder un caractère interarmées (opérations civilo-militaires). Par leur présence au sol, les forces terrestres y jouent un rôle majeur qui peut se traduire par la maîtrise de l'environnement, la sécurité, l'appui aux transports, etc. L'organisation des consultations électorales, le déploiement de l'administration, les actions de coopération et de développement dépendantes des autorités diplomatiques, la fluidité de certains circuits économiques en font partie.
Dans tous les cas, dans ce domaine comme dans d'autres, le commandement doit cerner le périmètre de son action afin de ne pas s'engager au-delà des capacités que la Force peut consentir et de ne pas tenter de réaliser ce que d'autres acteurs peuvent et savent faire, souvent mieux que les forces armées.

Avec d'autres acteurs, les forces terrestres agissent au **bénéfice des populations** quand il s'agit de rétablir localement certaines fonctions vitales ou de faire face à l'urgence et la détresse. Par leur action sur le terrain, elles contribuent au retour **d'un système social et politique stable.**

GAGNER LA BATAILLE ET CONDUIRE À LA PAIX

Les changements stratégiques fondent la réflexion organique et opérationnelle de l'armée de Terre.

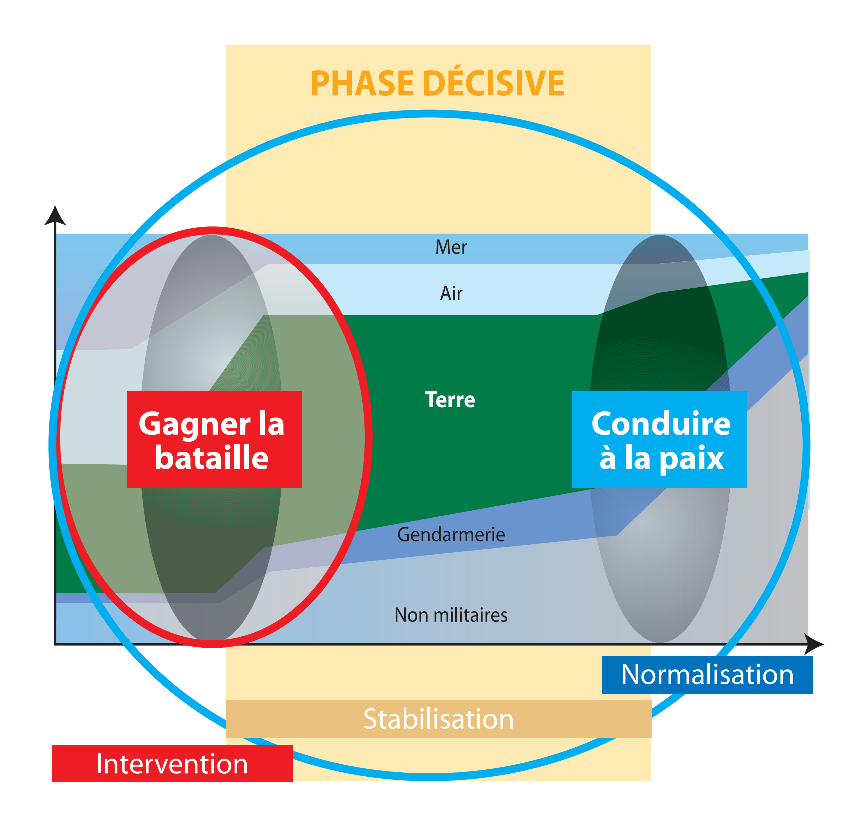
L'action militaire évolue et ne permet plus, à elle seule, de « gagner les guerres » dont la forme a changé ; elle conduit à l'établissement des conditions minimales du succès stratégique qui s'élaborent dans **la phase de stabilisation, nouvelle phase décisive des conflits.**

Agissant dans un cadre interarmées, les forces terrestres sont, plus que jamais, au cœur d'engagements opérationnels où prédomine le facteur humain et où l'action au sol et la capacité de discrimination dans l'emploi de la force sont indispensables au succès. Dans des opérations qui se déroulent parmi les populations, elles s'opposent couramment à de nouveaux adversaires pour lesquels une violence asymétrique éloignée des logiques militaires traditionnelles est la norme. Dotées de la puissance, d'une aptitude permanente à en maîtriser les effets et d'une capacité à la réversibilité, les forces terrestres opèrent en coordination étroite avec les acteurs non militaires pour stabiliser l'environnement et contribuer au retour de systèmes sociaux et politiques stables dans les pays en crise, ce qui constitue désormais le plus souvent l'objectif stratégique recherché.

Depuis plusieurs années, l'armée de Terre s'est engagée sur la voie d'une évolution qui lui permet de remplir ses missions dans ces conflits nombreux où la violence et les affrontements au sein des sociétés se sont substitués à la lutte entre les Etats.

Poursuivant la réflexion en cours sur la mutation de l'efficacité militaire, les nouvelles conditions d'emploi de la force et les évolutions nécessaires de l'outil, fondant sa modernité sur la compréhension de son environnement, elle conduit résolument son adaptation permanente aux engagements actuels en matière de structures, de doctrines d'emploi, de formation des hommes, d'équipements.

Au sein des armées et dans un partenariat de plus en plus étroit avec nos alliés, l'armée de terre poursuit « la préparation de ses forces à la réalité de leurs engagements opérationnels. »



« L'œuvre de guerre n'a été vraiment que le moyen de l'œuvre créatrice, de paix et de vie, et là a été tout son prix »

Maréchal Lyautey

Première partie – Le nouveau visage de la guerre

1 – Monde nouveau – nouveaux conflits

11 – Établir les conditions du succès stratégique

12 – La stabilisation, phase décisive des conflits d’aujourd’hui

121 - L’intervention, une phase indispensable

122 - La stabilisation, nouvelle phase décisive

123 - La normalisation, phase du retour à la paix

13 – De la guerre symétrique aux conflits asymétriques

131 - Conflits symétriques et conflits dissymétriques

132 - Les conflits asymétriques

133 - Des conflits symétriques aux conflits asymétriques

14 – De nouveaux adversaires

2 – Un nouvel emploi de la force

21 – L’enchevêtrement des actions

22 – Dominer la ville et maîtriser les espaces

23 – Les populations au cœur des préoccupations militaires

24 – Un emploi de la force centrée sur le milieu terrestre

3 – Un nouveau rôle pour le soldat

31 – Soldat dans une société qui évolue

311 - L’exigence d’une sécurité croissante

312 - L’omniprésence du droit

313 - Une information de l’instant

32 – Une aptitude au dialogue avec des interlocuteurs multiples

33 – Proximité et recul, ou l’équilibre nécessaire

34 – Rester avant tout un soldat

Deuxième partie – Conduire la bataille pour gagner la paix

1 – Agir

11 – L'action interarmes au cœur du combat aéroterrestre

12 – Un cadre interarmées permanent

13 – La multinationalité, légitimité et contrainte

2 – Maîtriser

21 – Maîtriser la force

211 - Une force nécessaire, une maîtrise essentielle

212 – S'attacher la population, isoler l'adversaire et combattre l'ennemi

213 – Règles d'engagement et de comportement

22 – Maîtriser la technologie

221 – La technologie, un multiplicateur d'efficacité

222 – La technologie au défi de l'asymétrie

223 – L'homme et la technologie

23 – Maîtriser le temps

231 – Agir dans l'urgence

232 – S'engager dans la durée

24 – Maîtriser la violence

241 – Une violence multiforme dirigée contre tous

242 – S'opposer à la violence

3 – S'adapter

31 – De la bataille aux conditions de la paix

311 – De l'intervention à la stabilisation, un changement de manœuvre

312 – S'ouvrir et comprendre afin de s'adapter aux autres

32 – Face à l’asymétrie croissante
321 – Comprendre l’asymétrie
322 – Le renseignement, comprendre tout autant que savoir
323 – Combattre par l’image

4 - Accompagner

41 – Désarmer les combattants

42 – Former les forces locales

43 – Soutenir la restauration de l’État


CDEF Centre de Doctrine d'Emploi des Forces
Par les forces, pour les forces